

INSTRUCTION

N° 02-002-K1-P-R du 9 janvier 2002

NOR : BUD R 02 00002 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

MISE EN PLACE DE L'ÉCHANGE D'IMAGE-CHÈQUE (EIC) - CONDITIONS D'APPLICATION
POUR LES CHÈQUES À DÉBITER SUR LES COMPTES DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

ANALYSE

Procédures informatiques, bancaires et comptables relatives aux images-chèques phase retour reçues de la Banque de France au titre des comptes de dépôts de fonds au Trésor.

Date d'application : 14/01/2002

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; ÉPARGNE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; DÉPÔTS DE FONDS ; BANQUE DE FRANCE ;
CHÈQUE BANCAIRE ; DÉMATÉRIALISATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	RF	SIA			

DIFFUSION

CS 1

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : PRINCIPALES DISPOSITIONS INTERBANCAIRES RELATIVES À L'IMAGE-CHÈQUE.....	7
1. LE PRINCIPE DE L'IMAGE-CHÈQUE	7
2. CONSÉQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE L'EIC	7
3. LES CHÈQUES RELEVANT DE L'EIC	8
4. LE CALENDRIER INTERBANCAIRE DE MISE EN PLACE DE L'EIC	8
5. LES CHÈQUES NON CIRCULANTS	8
6. LES CHÈQUES CIRCULANTS	9
6.1. Les différents cas de chèques circulants	9
6.2. Le centre d'échange physique des chèques (CEPC) :	10
6.2.1. Généralités.....	10
6.2.2. Documents échangés.....	10
6.2.3. Présentation matérielle des vignettes et documents :	11
6.2.4. Délai de présentation des vignettes circulantes :	11
6.3. Le rôle du banquier tiré :	11
6.3.1. La réconciliation :	11
6.3.2. Le contrôle de la validité des vignettes :	11
6.3.3. Le traitement des vignettes circulantes :	11
7. L'ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES PAR LE BANQUIER TIRÉ :	12
7.1. L'opération de rejet :	12
7.2. Les délais de rejet :	12
7.3. Cas des rejets de chèques circulants :	13
CHAPITRE 2 : L'ORGANISATION DES ÉCHANGES AVEC LA BANQUE DE FRANCE EN MATIÈRE D'IMAGE-CHÈQUE RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.....	14
1. POSITION DU TRÉSOR PUBLIC POUR L'IMAGE-CHÈQUE RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :	14
2. INTERVENTION DE LA BANQUE DE FRANCE EN MATIÈRE D'IMAGES-CHÈQUES RETOUR TRÉSOR PUBLIC :	14
3. LES ÉCHANGES BILATÉRAUX ENTRE LE TRÉSOR PUBLIC ET LA BANQUE DE FRANCE DES FLUX IMAGES-CHÈQUES RETOUR SONT CENTRALISÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR.	14
4. LES PRINCIPALES MISSIONS INCOMBANT À LA PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR :	15

CHAPITRE 3 : LE TRAITEMENT DU RETOUR DES IMAGES-CHÈQUES INFORMATIQUES ET DES FORMULES CIRCULANTES RATTACHÉES - L'ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES CHÈQUES 17

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES :	17
2. LE TRAITEMENT D'INTÉGRATION DES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :	17
2.1. Dispositions interbancaires : les informations caractéristiques des images-chèques informatiques reçues :	17
2.2. Le traitement d'intégration automatique des images-chèques reçues dans l'application CEP :	18
2.2.1. Les images-chèques sont reconnues valides :	19
2.2.2. Les images-chèques pour lesquelles des anomalies ont été décelées lors des contrôles informatiques :	21
3. ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :	21
3.1. Généralités :	21
3.2. Émission des rejets d'images-chèques pour motifs « Perte » ou « Vol » (rejets de catégorie 1 = J+4)	22
3.3. Régularisation des images-chèques momentanément en attente lors du traitement d'intégration pour motifs autres que chèques perdus / volés.	23
3.4. L'émission des rejets d'images-chèques préalablement imputées au débit des comptes des émetteurs :	24

CHAPITRE 4 : LE TRAITEMENT DES OPÉRATIONS CONNEXES RELATIVES AUX ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES RETOUR..... 27

1. GÉNÉRALITÉS :	27
2. LES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES IMAGES-CHÈQUES EN RÉCEPTION POUR LE TRÉSOR PUBLIC.	27
2.1. L'annulation d'image-chèque (AOCT/IC) :	27
2.1.1. Dispositions interbancaires :	27
2.1.2. Modalités de traitement des annulations d'images-chèques reçues dans l'application CEP au titre des dépôts de fonds au Trésor.	28
2.2. L'opération crédit redressement sur chèque (OCRIC) ou l'opération débit redressement sur chèque (ODRIC) en réception par le Trésor public.	28
2.2.1. Dispositions interbancaires :	28
2.2.2. Modalités de traitement dans l'application CEP des opérations crédit redressement sur chèque (OCRIC) ou débit redressement sur chèque (ODRIC) reçues dans l'application CEP au titre des dépôts de fonds au Trésor.	30
2.3. L'opération non comptable sur chèque (ONC) en réception par le Trésor public.	31
2.3.1. Dispositions interbancaires.	31

2.3.2. Traitement des ONC sur chèque reçues dans l'application CEP.....	31
3. LES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES IMAGES-CHÈQUES ÉMISES PAR LE TRÉSOR PUBLIC (HORS REJETS D'IMAGES-CHÈQUES) :.....	31
3.1. Rejet d'annulation d'image-chèque reçue.	31
3.2. L'émission d'opérations crédit redressement (OCR) ou débit redressement (ODR) sur chèque par le Trésor public.	32
3.3. L'émission des demandes de télécopie sur chèque par le Trésor public.	32
3.3.1. Dispositions interbancaires.....	32
3.3.2. Procédure d'émission des demandes de télécopie sur chèque au titre des dépôts de fonds au Trésor.	33
3.4. L'émission des demandes d'opérations non comptables chèques (ONC) au titre des dépôts de fonds au Trésor.	34
3.5. Gestion des informations coordonnées expéditeur de chaque trésorerie générale.....	34

CHAPITRE 5 : LES PROCÉDURES COMPTABLES RELATIVES AUX ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR 36

1. DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL :	36
1.1. Centralisation des flux financiers Banque de France à la Paierie générale du Trésor :	36
1.2. Utilisation de la procédure des transferts automatisés entre comptables supérieurs.....	36
1.3. Utilisation pour les images chèques dépôts de fonds au Trésor du compte CGE 399.02 « Compte de liaisons entre applications informatiques ».....	38
2. SCHÉMAS COMPTABLES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.....	39
3. DOCUMENTS COMPTABLES ÉDITÉS.....	40
4. SUIVI PAR CHAQUE TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU COMPTE CGE 399.02 « COMPTE DE LIAISON ENTRE APPLICATIONS INFORMATIQUES ».....	40

CHAPITRE 6 : QUESTIONS DIVERSES..... 42

1. CODIFICATION DES LIGNES D'ÉCRITURES MAGNÉTIQUES (LIGNE CMC7) DES CHÈQUES OU LETTRES-CHÈQUES EN EUROS DÉLIVRÉS AUX TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.....	42
1.1. Importance de la codification des informations figurant dans la ligne d'écriture magnétique des chèques en euros.....	42
1.2. Contrôle par la trésorerie générale de la validité des lignes d'écriture magnétique des chèques en euros ou des lettres-chèques euros délivrées aux titulaires de comptes de dépôts de fonds au Trésor.....	43
2. CIRCULATION OBLIGATOIRE DES CHÈQUES NON BARRÉS OU DES CHÈQUES ENDOSSABLES.....	44
2.1. Dispositions interbancaires.	44

2.2. Conséquences pour les chèques non barrés délivrés aux titulaires de comptes de dépôts de fonds au Trésor.	44
3. ASPECTS JURIDIQUES DE LA PROCÉDURE ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES	44
4. PÉRIODE TRANSITOIRE JUSQU'AU 30 JUIN 2002 : EXISTENCE DE DEUX CIRCUITS INTERBANCAIRES POUR LA CENTRALISATION RETOUR DES CHÈQUES EN EUROS À DÉBITER SUR LES COMPTES DES DÉPOSANTS.....	45

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : les motifs de rejet des images-chèques par le banquier tiré.....	46
ANNEXE N° 2 : Les délais de rejet des opérations images-chèques	47
ANNEXE N° 3 : Images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor Diaporama présentant l'organisation générale des échanges avec la Banque de France.....	48
ANNEXE N° 4 : Images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor Recensement des flux informatiques échangés.....	49
ANNEXE N° 5 : Codification des enregistrements informatiques images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor	50
ANNEXE N° 6 : Modèle d'avis de rejet.....	52
ANNEXE N° 7 : Exemple de régularisation d'une erreur de montant sur image chèque :.....	53
ANNEXE N° 8 : Schémas comptables	54

Le Trésor public, dans le cadre de son activité de tenue de comptes de dépôts de fonds, peut être tiré de chèques.

En effet, les agents comptables, les régisseurs ainsi que les autres correspondants sont conduits à payer des dépenses au moyen des chèquiers ou lettres-chèques mis à leur disposition par le Trésor public.

A ce titre, les services du Trésor reçoivent quotidiennement, lors des séances de compensation, des chèques présentés par les banquiers des bénéficiaires de ces chèques : il s'agit des chèques issus de la phase « retour compensation ».

Afin de rationaliser et de moderniser les modalités d'échange des chèques, la profession bancaire a décidé d'adopter, dès 2001, le principe de l'échange d'images-chèques (EIC) pour les formules de chèques euros.

Le passage à l'EIC permet d'échanger sur le système interbancaire de télécompensation (SIT) des fichiers reprenant les caractéristiques des chèques et entraîne la suppression des chambres de compensation.

Les modalités de remise des chèques à la Banque de France (phase « aller ») dans le cadre de la mise en place de l'EIC vous ont été présentées par instruction n° 01-130-K1-PRE du 27 décembre 2001.

La présente instruction a pour objet de décrire les modalités de mise en place de l'EIC au Trésor public dans la phase « retour », c'est-à-dire lorsque le Trésor public est lui-même tiré de chèque.

Le cas des chèques sur le Trésor fera l'objet d'une information séparée.

Les modalités d'échange, de traitement et de comptabilisation des chèques décrites dans la présente instruction entreront en vigueur à compter du lundi 14 janvier 2002.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le directeur général de la Comptabilité Publique

L'ADMINISTRATRICE CIVILE CHARGÉE DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

FABIENNE DUFAY

CHAPITRE 1 : PRINCIPALES DISPOSITIONS INTERBANCAIRES RELATIVES À L'IMAGE-CHÈQUE

1. LE PRINCIPE DE L'IMAGE-CHÈQUE

L'image-chèque (IC) est un fichier intégrant les éléments de la ligne magnétique des chèques tirés sur les établissements adhérents, ainsi que les éléments de montant et d'identification du banquier remettant.

Il revient au banquier remettant, encore appelé banquier du bénéficiaire ou banquier présentateur, de créer le fichier IC correspondant au chèque remis à l'encaissement par son client.

Ce fichier est ensuite télétransmis pour recouvrement vers le banquier tiré : cette télétransmission s'effectue via le SIT, par l'intermédiaire duquel sont échangés les moyens de paiement dématérialisés de type virements, avis de prélèvements, titres interbancaires de paiement (TIP), lettres de change relevé, opérations cartes bancaires,...

Seul l'échange de fichiers sur le SIT a une valeur comptable.

L'échange d'image-chèque est fondé sur la non-circulation physique des chèques : par conséquent, l'essentiel des chèques font uniquement l'objet d'un échange de fichiers dématérialisés sur le SIT : ces chèques sont dits « non-circulants ».

Une petite partie des chèques (estimée à 2 %) fait l'objet, parallèlement à l'échange dématérialisé, comptable sur le SIT, d'un échange physique, non comptable, au sein du centre d'échange physique des chèques (CEPC), lors d'une séance quotidienne. Ces chèques sont dits « circulants » (voir § 6 ci-après).

Le CEPC constitue le seul lieu d'échange physique des chèques : l'échange sur le CEPC a un caractère extra-comptable.

2. CONSÉQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE L'EIC

Les chambres de compensation, par l'intermédiaire desquelles sont échangés les chèques, sont supprimées au cours de l'année 2002 selon le calendrier suivant :

- 22 février : fermeture des chambres de compensation de province¹, ainsi que des DOM,
- 30 juin : fermeture de la chambre de compensation des banquiers de Paris.

Le système interbancaire de télécompensation (SIT) devient le seul système d'échange des chèques euros relevant de l'EIC.

L'échange dématérialisé des chèques sur le SIT entraîne la disparition du critère de place.

Par ailleurs, l'EIC s'accompagne de la mise en place d'une date de règlement financier unique pour l'ensemble des banques, qui est de J+1 (J étant la date d'échange sur le SIT).

¹ Les opérations connexes (rejet, fiches rectificatives d'écriture...) sont échangées jusqu'au 8 mars au sein des chambres de compensation de province, ou des DOM.

3. LES CHÈQUES RELEVANT DE L'EIC

Sont éligibles à l'EIC les chèques rédigés sur formules en euros tirés sur la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), la collectivité de Mayotte ainsi que la principauté de Monaco.

Les chèques tirés sur la collectivité de Saint-Pierre et Miquelon¹, les Territoires d'Outre-Mer et les autres pays de la zone euro ne sont pas éligibles à l'EIC.

Le Trésor public tiré de chèques se charge d'archiver les chèques circulants reçus au CEPC de la part des banquiers des bénéficiaires².

4. LE CALENDRIER INTERBANCAIRE DE MISE EN PLACE DE L'EIC

Depuis le 18 juin 2001, les principaux établissements financiers échangent entre eux des images-chèques.

A compter du 14 janvier 2002, tous les établissements tirés de chèques devront être en mesure de recevoir des images-chèques (IC).

Dès le 30 juin 2002, tous les établissements bancaires auront l'obligation d'émettre des images-chèques.

5. LES CHÈQUES NON CIRCULANTS

Pour être non-circulant, un chèque doit remplir les trois conditions ci-après :

- le montant est strictement inférieur à 5000 euros,
- le chèque comporte une valeur 0, 1, 2 ou 8 dans la douzième position en partant de la gauche de la zone interbancaire de la ligne magnétique du chèque (ligne CMC7) : il s'agit des valeurs du code catégorie compensation qui indiquent que le chèque peut être non circulant,
- le chèque est conforme à la norme des chèques euros, ce qui signifie que :

La ligne magnétique est complète, c'est-à-dire que l'on y trouve prémarqués de la gauche vers la droite :

- un symbole S3,
- 7 caractères constituant la zone numéro de chèque, pouvant être des zéros,
- un symbole S3,
- 12 caractères constituant la zone interbancaire,
- un symbole S5,
- 12 caractères constituant la zone interne, pouvant être des zéros,
- un symbole S1.

En cas de recomposition de la ligne CMC7 lors de la phase de confection de l'image-chèque, il n'est pas décelé par le banquier remettant l'absence ou l'inexactitude de la clé RLMC (recomposition de la ligne magnétique du chèque) qui doit figurer en clair sur le chèque.

¹ L'intégration éventuelle de Saint-Pierre-et-Miquelon dans l'image-chèque fait l'objet d'une expertise spécifique par les instances habilitées de la profession bancaire. Les résultats ne sont pas connus lors de la rédaction de la présente instruction.

² S'agissant des chèques remis à la Banque de France (phase aller), cette dernière se chargera de leur archivage, en sa qualité de banquier du Trésor public.

Le banquier remettant a la responsabilité pleine et entière de la conservation des vignettes pour le compte du banquier tiré.

Le banquier remettant est également responsable de l'existence de la vignette, de sa régularité formelle (existence d'une signature, non prescription) et de sa conformité avec l'image-chèque informatique qu'il émet.

Les vignettes non-circulantes sont donc conservées par le banquier remettant selon les règles suivantes :

- deux mois d'archivage pour l'original des vignettes,
- au-delà de ces deux mois, le banquier remettant doit conserver a minima une reproduction mécanographique recto-verso de la vignette durant une période de dix ans.

En cas de rejet d'un chèque non-circulant par le banquier tiré, le banquier remettant doit procéder à l'extraction du chèque afin de le restituer à son client.

Il établit ensuite l'avis ou l'attestation de rejet.

En outre, en cas de rejet de chèque pour insuffisance de provision, il appartient au banquier tiré d'établir un certificat de non-paiement, selon le formalisme prévu par les textes légaux ou réglementaires pour les chèques.

6. LES CHÈQUES CIRCULANTS

Le reste des chèques fait l'objet d'une double circulation : ainsi, parallèlement à l'échange dématérialisé, comptable, sur le SIT, certains chèques, dits « circulants », font l'objet d'un échange physique, non comptable, au sein du centre d'échange physique des chèques (CEPC), lors d'une séance quotidienne.

Les vignettes circulantes sont conservées par le banquier tiré.

Le CEPC constitue le seul lieu d'échange physique des chèques.

6.1. LES DIFFÉRENTS CAS DE CHÈQUES CIRCULANTS

Trois cas de chèques circulants sont prévus par la réglementation interbancaire.

CAS n° 1

Sont circulants, les chèques qui ne remplissent pas les critères cités au point n°5, définis pour les chèques non-circulants.

Appartiennent à cette catégorie :

- les chèques à la norme ayant une valeur 0, 1, 2 ou 8 (valeur permettant leur non-circulation) dans la douzième position en partant de la gauche de la zone interbancaire, mais dont le montant est égal ou supérieur à 5000 euros,
- les chèques à la norme, que le banquier tiré a choisi de rendre circulants en demandant a priori (= lors de la confection des formules) leur circulation : ces chèques sont reconnaissables au fait qu'ils indiquent en douzième position en partant de la gauche de la zone interbancaire les valeurs 3, 4, 5, 6, ou 7. Ces chèques sont rendus circulants a priori à la demande du client, essentiellement pour des raisons de sécurité,
- les chèques dits « hors-normes », comprenant notamment :
 - les chèques libellés en euros de correspondants étrangers sur des formules non normalisées,

- les chèques libellés en euros « domestiques » sur papier libre ou sur des formules non normalisées,
- les chèques libellés en euros dont la ligne CMC7 est magnétique, mais dont le contrôle par la clé RLMC se révèle négatif,
- les chèques libellés en euros dont la ligne CMC7 n'est pas magnétique,
- les chèques libellés en euros sur formules déchirées ou coupées.
- tous les chèques sur lesquels le banquier remettant a une présomption de fraude.

CAS n° 2 : la circulation aléatoire.

Quelques chèques à la norme, ayant un indice permettant leur non circulation, dont le montant est inférieur à 5000 euros, que le banquier remettant a décidé de rendre circulants au titre de la circulation aléatoire.

Cette dernière, qui doit concerner seulement un pour dix mille environ des images chèques créées par chaque banquier remettant, a pour objectif que nul ne puisse savoir a priori si un chèque donné va être transmis ou non au banquier tiré, lequel sera en mesure de le contrôler sous tous ses aspects.

CAS n° 3 : les valeurs créées lors des pertes de chèques dans les circuits bancaires.

Les fiches de remplacement et les reproductions mécanographiques qui donnent lieu à images-chèques et sont matériellement traitées comme des chèques circulants.

Ainsi, le but de la circulation des chèques est d'obtenir un contrôle complet de certaines catégories de formules (notamment celles de montant significatif), ce qui implique de les acheminer vers le banquier tiré, lui seul étant en mesure de réaliser ce contrôle approfondi.

6.2. LE CENTRE D'ÉCHANGE PHYSIQUE DES CHÈQUES (CEPC) :

6.2.1. Généralités

Les chèques dits « circulants » font l'objet, parallèlement à leur échange comptable sur le SIT, d'un échange extra-comptable, quotidien, en un point unique, situé à Paris : le Centre d'Echange Physique des Chèques (CEPC).

Le CEPC est géré par le groupement pour un système interbancaire de télécompensation, le GSIT.

Tous les établissements participants directs au SIT sont automatiquement participants exclusifs au CEPC. Dans ce cadre, ils sont nommés établissement présentateur et établissement receveur.

Les autres établissements (tirés de chèques et/ou remettants de chèques) doivent se faire représenter au CEPC par le participant qui échange leurs opérations EIC sur le SIT, selon les règles qui régissent ces échanges.

Pour le Trésor public tiré de chèques, c'est la Banque de France qui assure cette représentation.

6.2.2. Documents échangés

Les vignettes et documents échangés au CEPC sont purement physiques et non comptables.

Trois catégories de vignettes y sont échangées :

- les chèques conformes à la norme (indice de circulation de l'image-chèque correspondante égal à 1, 2, 3) ;

- les chèques hors-normes : vignettes dont l'indice de circulation de l'image-chèque correspondante est égal à 4, les fiches de remplacement et les reproductions mécanographiques dont l'indice de circulation de l'image-chèque correspondante est égal à 5 ;
- les chèques retournés (rejets de chèques circulants, chèques mal dirigés, chèques originaux qui ont pu exceptionnellement être demandés par l'établissement tiré).

6.2.3. Présentation matérielle des vignettes et documents :

La présentation est effectuée par l'établissement participant direct au SIT (émetteur) qui a émis sur le SIT l'image-chèque correspondante, appelé présentateur au CEPC à l'établissement participant direct au SIT (récepteur) qui a reçu cette IC, appelé receveur au CEPC.

Les vignettes sont remises selon les trois catégories définies ci-dessus.

Il existe trois types de bordereaux d'échange selon les catégories de vignettes : conformes, hors normes, retournés.

6.2.4. Délai de présentation des vignettes circulantes :

Cette présentation doit être réalisée par le banquier remettant dans un délai de quatre jours ouvrés suivant l'échange de l'opération SIT (c'est-à-dire de l'image-chèque informatique relative au chèque circulant).

Le respect de ce délai de présentation est de la responsabilité du banquier remettant.

De plus, toute discordance entre un bordereau et les vignettes correspondantes doit être indiquée au présentateur au plus tard le quatrième jour ouvré suivant l'échange, à défaut de quoi le bordereau vaut preuve de l'échange.

6.3. LE RÔLE DU BANQUIER TIRÉ :

Le banquier tiré a un triple rôle :

6.3.1. La réconciliation :

L'opération de réconciliation a pour objet de rapprocher les images-chèques informatiques annoncées comme circulantes des vignettes correspondantes.

Cette fonction est extrêmement importante pour la sécurité du dispositif EIC : son objectif est de s'assurer que toute image-chèque circulante s'avère effectivement justifiée par une formule correspondante, produite au banquier tiré aux fins de contrôle.

6.3.2. Le contrôle de la validité des vignettes :

Le banquier tiré doit également procéder au contrôle de la validité formelle des vignettes reçues, en vérifiant notamment le délai de prescription et l'exactitude de la signature.

6.3.3. Le traitement des vignettes circulantes :

Le banquier tiré qui n'a pas reçu dans les délais la vignette correspondant à une IC annoncée comme circulante a trois possibilités :

- générer un rejet d'image-chèque avec le motif « vignette non parvenue ». Bien évidemment, s'il reçoit ensuite la vignette sans nouvelle image-chèque, il devra soit la rendre au présentateur, soit s'entendre avec le banquier remettant pour qu'il y ait régularisation comptable,

- générer une opération non comptable sur chèque indiquant que la vignette n'est pas parvenue. L'envoi de cette opération transfère du banquier tiré au banquier remettant les conséquences du fait que le banquier tiré ne dispose pas de la vignette (par exemple, si le client du banquier tiré conteste avoir émis le chèque),
- ne rien faire. Toutefois, dans ce cas, le banquier tiré ne pourra pas se retourner ultérieurement contre le banquier remettant en arguant du défaut de présentation de la vignette.

7. L'ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES PAR LE BANQUIER TIRÉ :

Pour rejeter une image-chèque, le banquier tiré doit respecter trois conditions cumulatives :

7.1. L'OPÉRATION DE REJET :

Le banquier tiré doit d'abord confectionner un enregistrement informatique de rejet d'image-chèque respectant la normalisation interbancaire.

Les opérations de rejet contiennent principalement :

- la recopie de l'image-chèque initiale ;
- une zone code motif de rejet : il est obligatoire de remplir les deux premières positions de cette zone, en y indiquant une des valeurs indiquées en annexe n°1 à la présente instruction. Lorsqu'un avis de rejet sera à établir, c'est à partir de ces valeurs que seront déterminés le motif générique et le complément de motif à mentionner sur celui-ci ;
- diverses informations complémentaires relatives à la gestion des certificats de non paiement (indice certificat de non paiement, nature de l'interdiction, date de l'interdiction, ..., à valoriser lorsque le motif générique de rejet est « Provision insuffisante »).

7.2. LES DÉLAIS DE REJET :

Le banquier tiré doit présenter au S.I.T. le rejet d'image-chèque en respectant les délais limites autorisés par la réglementation interbancaire, calculés par rapport à la date d'échange au S.I.T. de l'image-chèque initiale.

Les délais de rejet des images-chèques sont classés dans les trois catégories ci-après, en fonction du motif du rejet :

- *émission du rejet au plus tard le 4^{ème} jour ouvré suivant l'échange de l'IC* : ce sont les rejets pour lesquels la décision de ne pas payer par la banque tirée est automatisée, rapide, et sans besoin d'autres documents. Ce délai s'applique à la très grande majorité des rejets, notamment les rejets pour perte, vol ou absence de provision ;
- *émission du rejet au plus tard le 10^{ème} jour suivant l'échange de l'IC* : ce sont les rejets dont le motif et/ou l'indice de circulation font que la banque tirée peut avoir besoin d'un document additionnel (chèque physique, télécopie du chèque non circulant) pour prendre sa décision de ne pas payer en toute connaissance de cause ;

Ce délai majoré est applicable notamment aux motifs « compte indisponible » (décès du titulaire, ATB, compte bloqué, ...), ainsi qu'à certains cas d'opposition sur chèque (redressement ou liquidation judiciaire du porteur, utilisation frauduleuse).

- *émission du rejet au plus tard le 60^{ème} jour calendaire suivant l'échange de l'IC* : ces rejets permettent la prise en compte d'une contestation fondée du tireur qui ne réagit qu'à réception de son relevé de compte sur une erreur ou une fraude. Ce délai est donc applicable aux motifs du type « chèque irrégulier » (chèque prescrit, signature non conforme, falsification, surcharge, ...).

IMPORTANT : CAS DES REJETS IMAGES-CHÈQUES EFFECTUÉS HORS DÉLAIS.

A l'instar des chambres de compensation, le rejet hors-délai d'un chèque n'est pas admis dans le cadre de l'EIC.

Ainsi, tout établissement recevant un rejet hors délai est fondé à le refuser par émission d'une opération débit redressement sur chèque.

L'établissement qui n'a pu rejeter une IC dans les délais peut adresser « hors opération comptable SIT » une demande de remboursement, au banquier remettant dans le cadre des règles de confraternité.

Bien entendu, le banquier remettant n'a pas l'obligation d'accepter ce type de demande, puisque le délai interbancaire de rejet n'a pas été respecté.

7.3. CAS DES REJETS DE CHÈQUES CIRCULANTS :

Chaque fois que le banquier tiré génère le rejet d'une image-chèque pour laquelle il dispose de la vignette correspondante, il doit retourner celle-ci dans le cadre des échanges au CEPC.

La vignette devra normalement être remise au présentateur dont le nom figure sur la griffe au verso du chèque.

Ce retour devra s'effectuer dans les délais prévus.

Sur ce point, la réglementation interbancaire prévoit que le banquier tiré doit obligatoirement restituer le chèque physique (objet du rejet d'image-chèque informatique) au CEPC à Paris au plus tard le 4^{ème} jour ouvré suivant l'échange au S.I.T. de l'enregistrement de rejet d'image-chèque qu'il a émis.

A défaut de respect de ce deuxième délai spécifique pour restituer le document physique (qui s'ajoute au délai applicable au rejet informatique), le banquier remettant recevant le rejet d'image-chèque est en droit de débiter son confrère par une opération débit redressement (ODR) sur chèque.

Le banquier tiré devra joindre à la vignette rejetée, le cas échéant, un certificat de non-paiement.

CHAPITRE 2 : L'ORGANISATION DES ÉCHANGES AVEC LA BANQUE DE FRANCE EN MATIÈRE D'IMAGE-CHÈQUE RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

1. POSITION DU TRÉSOR PUBLIC POUR L'IMAGE-CHÈQUE RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :

En phase retour images-chèques, le Trésor public est :

- récepteur d'images-chèques représentatives des chèques tirés sur « nos caisses » et des opérations connexes s'y rapportant (annulation d'image chèque, opération crédit redressement, ...) ;
- émetteur d'opérations connexes (principalement, rejet d'image-chèque, demande de télécopie chèque, ...) ;
- destinataire des vignettes circulantes tirées sur le Trésor public, présentées au CEPC par les banquiers remettants ;
- remettant de vignettes circulantes à restituer aux banquiers présentateurs, suite à rejets d'images chèques émis par les comptables.

2. INTERVENTION DE LA BANQUE DE FRANCE EN MATIÈRE D'IMAGES-CHÈQUES RETOUR TRÉSOR PUBLIC :

Les opérations images chèques retour dépôts de fonds au Trésor sont traitées en interbancaire dans le cadre du Trésor public participant indirect au SIT : en effet, les formules de chèques délivrées aux déposants au Trésor comportent le code établissement du Trésor public.

En conséquence, c'est la Banque de France participant direct de rattachement du Trésor public qui réceptionnera au SIT les enregistrements images chèques du Trésor public (+ les opérations connexes s'y rapportant).

De même, la Banque de France réceptionnera au CEPC les chèques circulants du Trésor public.

3. LES ÉCHANGES BILATÉRAUX ENTRE LE TRÉSOR PUBLIC ET LA BANQUE DE FRANCE DES FLUX IMAGES-CHÈQUES RETOUR SONT CENTRALISÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR.

La Banque de France a indiqué que la spécificité des flux images chèques retour conduisait à centraliser les échanges avec le réseau auprès d'un seul comptable :

- les enregistrements images-chèques ne sont pas émis à partir d'un RIB complet (code établissement, guichet + N° de compte) à l'inverse des opérations classiques, mais seulement à partir des informations de la ligne CMC7, lesquelles ne sont interprétables que par le banquier tiré lui-même.

En conséquence, les fichiers images chèques retour seront mis à disposition d'un seul DIT.

- de même, les flux financiers liés aux images chèques retour seront imputés en totalité au niveau national sur le compte Banque de France du comptable chargé de ce DIT, conformément à la pratique retenue par l'Institut d'Émission pour les opérations échangées au titre du Trésor public participant indirect au SIT.

- les chèques circulants du Trésor public sont échangés au CEPC situé à Paris. La brièveté des délais de rejets ne permet pas un envoi des formules en comptoirs pour remise aux trésoreries générales.

En conséquence, la Banque de France tiendra tous les chèques circulants du réseau à la disposition d'un comptable unique, auprès de son siège parisien.

Dans ce contexte, le Payeur général du Trésor a été chargé de gérer sur les trois composantes ci-dessus la relation centralisée mise en place au niveau national pour les échanges avec la Banque de France relatifs aux images chèques retour du Trésor public.

4. LES PRINCIPALES MISSIONS INCOMBANT À LA PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR :

Flux informatiques : échanges avec la Banque de France des fichiers informatiques images chèques retour Trésor public.

- La paierie générale du Trésor réceptionne quotidiennement auprès de la Banque de France le fichier regroupant les images chèques Trésor public reçues du SIT (+ opérations connexes) pour l'ensemble du réseau.
- Ce fichier est télétransmis au département informatique de Châlons-en-Champagne qui exploite la nouvelle application CIC en charge de gérer l'interface avec la Banque de France. Après contrôle technique, l'application CIC assurera le routage des fichiers vers les différents DIT exploitant l'application CEP (NB : CIC assure également le routage vers le DIT de Rouen exploitant national de l'application KHQ des fichiers images-chèques relatifs aux chèques sur le Trésor).
- Le même principe de centralisation s'appliquera pour la restitution au SIT des opérations émises par le Trésor public (rejets d'images chèques, demandes de télécopie, ...). Ainsi, les rejets d'images chèques confectionnés dans CEP (cf. chapitre 3) sont ensuite centralisés par l'application CIC qui après consolidation nationale les met à disposition de la Paierie générale du Trésor pour restitution à la Banque de France.

Flux physiques : traitement des chèques circulants du Trésor public :

- La paierie générale du Trésor réceptionnera quotidiennement les chèques circulants du Trésor public auprès du siège de la Banque de France.
- *Ces formules sont conservées provisoirement par la paierie générale du Trésor* qui se chargera, en liaison avec l'application CIC, de différents traitements incombant au niveau central :
 - traitement de réconciliation entre les images chèques informatiques circulantes et les formules correspondantes (toute image chèque informatique circulante doit se traduire par la présentation au Trésor public d'une formule de chèque la justifiant),
 - restitution à la Banque de France des chèques circulants relatifs à des images chèques rejetées par les trésoreries générales pour les motifs de rejets à J+4/J+10 (cf. infra chapitre 3, les procédures relatives aux rejets d'images chèques).

Ensuite, à l'issue d'un délai fixé à 12 jours ouvrés après l'échange des circulants au CEPC, les formules (autres que celles ayant donné lieu à des rejets à réaliser par les trésoreries générales au plus tard à J+4/J+10) sont adressées par la paierie générale du Trésor à chaque trésorerie générale teneur de comptes pour contrôle de leur validité formelle (cf. chapitre 3).

Les modalités d'envoi postal par la paierie générale du Trésor des chèques circulants centralisés de la Banque de France à adresser à chaque Trésorerie générale sont mentionnées ci-après :

- envois vers les trésoreries générales de métropole :

la paierie générale du Trésor utilise des enveloppes pré-timbrées « DISTINGO suivi » (modèle 100 g) pour ces envois.

- envois vers les trésoreries générales des départements d'outre-mer :

la paierie générale du Trésor utilise des enveloppes pré-timbrées « DISTINGO suivi » (modèle 20 g) pour ces envois.

REMARQUE :

Les envois transmis par la paierie générale du Trésor à chaque trésorerie générale contiendront non seulement les chèques circulants destinés au service épargne-gestion au titre de l'activité dépôts de fonds au Trésor, mais également les chèques Trésor circulants du département à remettre au service Comptabilité (ou au service de la Dépense, selon l'organisation retenue).

En conséquence, il conviendra à l'ouverture des plis reçus de la paierie générale du Trésor de répartir en interne à la trésorerie générale auprès de chaque service les formules de chèques circulants lui revenant.

Flux financiers : comptabilisation des flux financiers Banque de France relatifs aux échanges d'images chèques retour.

- Seul le compte d'opérations Banque de France de la Paierie générale du Trésor sera mouvementé au niveau national pour la totalité des échanges images chèques retour, aussi bien en réception, qu'en émission.
- Les flux financiers correspondants seront transférés par la Paierie générale du Trésor vers chaque TG tirées des chèques euros émis par les déposants au Trésor, selon la procédure des transferts automatisés.
- Les schémas comptables instaurés à cette occasion sont présentés au chapitre 5 de la présente instruction.

CHAPITRE 3 : LE TRAITEMENT DU RETOUR DES IMAGES-CHÈQUES INFORMATIQUES ET DES FORMULES CIRCULANTES RATTACHÉES - L'ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES CHÈQUES

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

Les chèques émis par les titulaires de comptes dépôts de fonds au Trésor (chéquiers, lettres-chèques ou chèques en continu) en règlement de dépenses constituent, du point de vue de leur échange interbancaire, des chèques tirés sur le Trésor public. Ces chèques comportent dans la ligne d'écritures magnétique (zone interbancaire de la ligne CMC7) l'indication d'un des codes établissements attribués au Trésor public.

Dans la procédure image chèque, les échanges suivants sont instaurés entre la Banque de France et le Trésor public :

Flux informatique :

Dans le sens Banque de France vers Trésor public :

+ réception des fichiers images chèques (IC)

Dans le sens Trésor Public vers Banque de France :

+ émission des enregistrements de rejets d'images chèques (RIC)

Flux physique :

Dans le sens Banque de France vers Trésor public :

+ réception de la Banque de France des formules de chèques circulantes présentées au CEPC tirées sur le Trésor public

Dans le sens Trésor Public vers Banque de France :

+ restitution à la Banque de France des circulants rejetés à représenter au CEPC.

Sont présentées ci-après les modalités de traitement dans CEP des enregistrements images-chèques reçues, ainsi que le circuit des circulants mis en place. La gestion des rejets d'images chèques émis est également précisée.

2. LE TRAITEMENT D'INTÉGRATION DES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :

2.1. DISPOSITIONS INTERBANCAIRES : LES INFORMATIONS CARACTÉRISTIQUES DES IMAGES-CHÈQUES INFORMATIQUES REÇUES :

L'image chèque est l'opération initiale émise par le banquier remettant en représentation de la formule du chèque qu'il a reçu à l'encaissement.

L'enregistrement informatique qu'il constitue doit être l'exact reflet de la formule qu'il détient.

Ainsi, aucune image chèque ne doit être émise par une banque tant qu'elle ne détient pas physiquement le chèque lui-même. En pratique, aucune image-chèque informatique ne doit être émise sans chèque.

L'enregistrement informatique d'image-chèque comporte les principales informations suivantes :

- les 3 zones de la ligne d'écriture magnétique CMC7 des formules (numéro du chèque, zone interbancaire, zone interne) ;
- le montant de la formule (le banquier remettant est responsable de la conformité de ce montant avec celui de la formule qu'il détient qui constitue le mandat de payer donné par le tireur du chèque) ;
- l'identification de la banque remettante ;
- le code établissement du destinataire (= le Trésor public pour les chèques émis par les titulaires de comptes dépôts de fonds au Trésor) ;
- une identification opération unique attribuée par le banquier remettant à l'image-chèque, composée du code établissement donneur d'ordre, du code SIT de l'opération, et d'une référence opération (24 caractères numériques).

Cette référence est fondamentale : elle doit être gérée par le banquier remettant de façon à ce qu'il soit en mesure sur une période de 10 ans de retrouver le chèque en original, ou sa reproduction magnétique pour les non circulants. Le Trésor public en tant que tiré de chèques devra donc reproduire cette référence pour toutes les opérations connexes qu'il émettra (demande de télécopie, rejet d'image-chèque, ...) consécutivement à la réception d'une image chèque dépôts de fonds au Trésor.

- un indice de circulation du chèque qui indique si la vignette est non circulante ou, si elle est circulante, pour quel motif elle l'est (cf. les valeurs possibles en annexe à la présente instruction.) ;
- des zones de libellé complémentaire, à la disposition du banquier remettant qui souhaiterait communiquer une information au banquier tiré.

2.2. LE TRAITEMENT D'INTÉGRATION AUTOMATIQUE DES IMAGES-CHÈQUES REÇUES DANS L'APPLICATION CEP :

Les images chèques reçues sont exploitées en intégration automatique pour débiter les comptes des organismes ou régies tireurs des chèques euros (NB : le département concerné, ainsi que le RIB du tireur sont reconstitués par l'application CEP par exploitation des informations CMC7 reproduites dans l'image chèque informatique par le banquier remettant)

En effet, les images chèques reçues sont des opérations « fermes » imputables sur les comptes dépôts de fonds au Trésor, sauf en cas d'anomalies bancaire.

Avant intégration automatique des images chèques au débit des comptes des tireurs des chèques, CEP effectue les contrôles usuels suivants (non exhaustif) :

+ contrôles relatifs à l'état du compte :

existence du compte, absence de blocage (compte bloqué ou en opposition, compte clos, existence de la provision, ...)

+ contrôle des oppositions sur chèque :

Les cas d'opposition préalable à paiement de chèque à la demande du tireur autorisés par la réglementation (NB : ces oppositions à chèques continuent à être saisies dans CEP selon les modalités de l'instruction confidentielle N° 98-023-K1 du 24 novembre 1998) sont contrôlés par l'application CEP lors du traitement d'intégration automatique des images chèques reçues.

Il s'agit des oppositions sur chèques pour les motifs Perte / Vol / Utilisation frauduleuse / Redressement ou liquidation judiciaire du porteur.

A l'issue des contrôles bancaires réalisés par voie informatique, 2 situations sont possibles :

2.2.1. Les images-chèques sont reconnues valides :

Elles sont imputées automatiquement sur les comptes dépôts de fonds au Trésor (libellé « Chèque payé » + numéro du chèque).

Le détail individuel des mouvements acceptés est édité sur le journal d'opérations spécifique « images-chèques ».

De plus, toutes les informations composant les enregistrements informatiques images-chèques reçus des banquiers remettants (notamment la référence du banquier remettant, ainsi que les différentes zones ligne CMC7) sont consultables à l'écran au moyen de la transaction CONSIC (consultation d'image-chèque).

CAS PARTICULIER : les chèques hors norme.

Pour les images chèques relatives à un chèque « hors norme » (indice de circulation = 4), le banquier remettant n'a pas l'obligation de servir les données à faire figurer dans les zones CMC7 de l'image chèque, à l'exception du code « tiré de chèque » de la zone interbancaire (= code identifiant le Trésor public dans la zone interbancaire de la ligne CMC7).

Deux situations sont alors possibles :

- *L'application CIC est en mesure à partir des informations mentionnées dans les zones CMC7 de l'image-chèque de déterminer le comptable tiré du chèque hors norme.*

Dans ce cas, l'image-chèque informatique est routée par l'application CIC vers le DIT exploitant l'application CEP pour le compte du département ainsi déterminé.

Le mouvement est alors transféré vers le comptable concerné, selon la procédure des transferts automatisés mise en place dans le cadre des procédures comptables images-chèques retour (cf. chapitre 5 ci-après).

Toutefois, il n'est pas certain pour cette catégorie d'image-chèque que lors du traitement d'intégration automatique l'application CEP soit en mesure de déterminer à partir des seules informations figurant dans l'enregistrement le numéro du RIB à débiter.

Si le RIB ne peut être déterminé en automatique, l'image chèque « hors norme » est alors imputée en anomalie individuelle (édition du journal des images chèques refusées et comptabilisation provisoire au débit du compte 471.86).

Il appartient alors à la trésorerie générale, à réception de la formule de chèque correspondante (les chèques hors norme sont toujours traités comme des chèques circulants, c'est-à-dire que le Trésor public doit recevoir la formule en représentation de laquelle l'image chèque informatique a été émise) de déterminer au vu des informations figurant sur la vignette le numéro du compte à débiter.

La mise à jour de celui-ci sera alors réalisée par saisie transactionnelle, après que la trésorerie générale ait au préalable vérifié la régularité de la formule (cf. ci-après les contrôles à effectuer), la réglementation interbancaire prévoyant notamment que doivent être traitées en « hors norme » toutes les formules pouvant receler un risque de fraude (chèques mutilés ou déchirés, chèques dont la ligne CMC7 n'est pas magnétique).

- *L'application CIC n'est pas en mesure à partir des informations figurant dans les zones CMC7 de l'image-chèque de déterminer le comptable tiré du chèque hors norme.*

Dans ce cas, l'image-chèque informatique hors norme ne pourra pas être acheminée vers l'application CEP, puisque les informations figurant dans l'enregistrement reçu du banquier remettant ne permettent pas dans le cadre d'un traitement informatique (= application C.I.C.) de déterminer le comptable tiré du chèque en question.

Seul l'examen de la formule de chèque elle-même (NB : les chèques hors norme sont toujours des chèques circulants) permettra alors d'identifier de façon certaine le comptable tiré du chèque.

En conséquence, les images-chèques Trésor public traitées en hors norme par les banquiers remettants et pour lesquelles le comptable tiré ne peut être identifié par l'application C.I.C. seront comptabilisées en imputation provisoire dans les écritures de la paierie générale du Trésor.

Il appartiendra ensuite à la paierie générale du Trésor, à réception de la formule correspondante, de déterminer le comptable tiré et de lui transférer manuellement le flux financier correspondant (débit compte 391.30) en y joignant la formule de chèque hors norme.

A réception, la trésorerie générale vérifie la validité du chèque et l'impute par transaction de saisie banalisée au débit du compte de l'organisme émetteur.

Aucun rejet d'image-chèque ne pourra être émis pour cette catégorie de chèques hors norme, l'image-chèque informatique correspondante n'ayant pu, pour des motifs d'ordre technique (identification du département concerné irréalisable dans l'application C.I.C.) être routée vers la « base compte » CEP du comptable tiré.

IMPORTANT : CONTRÔLE DE LA RÉGULARITÉ DES CHÈQUES CIRCULANTS.

Les mouvements imputés sur les comptes des déposants sont présentés sur le journal d'opérations triés selon l'indice de circulation des images chèques.

Pour les images chèques circulantes (indice de circulation = 1, 2, 3, 4 ou 5) la TG devra ensuite procéder au contrôle de la régularité formelle des vignettes, lorsque celles-ci auront été réceptionnées de la Paierie générale du Trésor (cf. infra paragraphe 4).

Les journaux retraçant les images chèques circulantes imputées sont donc conservés provisoirement en instance par la TG pour suivi de la centralisation par elle des vignettes circulantes correspondantes, transmises par la Paierie générale du Trésor, à échéance des délais de rejets J+4 / J+10.

La Trésorerie générale a la responsabilité de contrôler la régularité formelle de toutes les vignettes circulantes la concernant, dès réception de celles-ci transmises par la Paierie générale du Trésor.

En effet, les chèques circulants sont constitués principalement par les chèques d'un montant supérieur ou égal à 5.000 €, c'est-à-dire les chèques de montant significatif.

En font également partie les chèques hors norme, qui comprennent notamment tous les chèques sur lesquels le banquier remettant pourrait avoir une présomption de fraude.

Les contrôles à réaliser concernent :

- la signature du chèque (présence, validité) ;
- la date d'émission du chèque (prescription) ;
- l'absence de falsification ou de surcharge ;
- la présence d'un endos.

Les chèques circulants reconnus valides à l'issue des contrôles de régularité sont archivés par chaque trésorerie générale dans les conditions usuelles.

Il est à noter que ces contrôles sont réalisés postérieurement à l'imputation des débits images-chèques sur les comptes des déposants.

Il est à noter également que le délai interbancaire dont dispose le Trésor Public pour réaliser à l'issue des contrôles ci-dessus un rejet de chèque avec les motifs génériques « Chèque irrégulier » / « Chèque prescrit » est fixé à 60 jours calendaires (après l'échange SIT de l'image chèque informatique correspondante).

Outre les chèques circulants, la trésorerie générale doit également procéder aux contrôles de régularité mentionnés ci-dessus pour tout chèque non circulant au sujet duquel l'agent comptable ou le régisseur formulerait une réclamation relative au « bien-fondé » du débit imputé en compte (réclamation formulée en principe à réception du relevé de compte. La trésorerie générale sollicitera une demande écrite du déposant).

Les chèques non circulants étant détenus par le banquier remettant, la TG lui adresse alors par l'entremise du SIT un enregistrement de demande de télécopie (cf. chapitre 4 sur la procédure CEP d'émission d'une demande de télécopie sur chèque) avec demande de production d'une télécopie recto / verso de la formule « litigieuse ». A réception, la TG procède aux contrôles de régularité (en liaison si nécessaire avec le déposant).

2.2.2. Les images-chèques pour lesquelles des anomalies ont été décelées lors des contrôles informatiques :

Elles ne sont pas imputées sur les comptes des déposants émetteurs des chèques.

Elles sont alors comptabilisées par l'application CEP en imputation provisoire, au débit du compte 471.86 « Imputation provisoire - Dépenses DFT », selon les modalités habituelles.

Ces images-chèques en suspens sont éditées sur le journal d'opérations des images-chèques reçues et refusées.

Deux cas doivent alors être distingués, selon le motif de l'anomalie :

PREMIER CAS : les images-chèques ont été refusées pour motifs « Chèque perdu » ou « Chèque volé » :

Une opposition préalable pour chèque perdu / volé a été enregistrée.

Il s'agit du principal cas de refus de paiement d'un chèque dans l'activité dépôts de fonds au Trésor.

Ces images chèques font alors l'objet d'un traitement automatique de rejet immédiat (cf. ci-après le paragraphe relatif à l'émission des rejets d'images chèques). La décision de rejet pour ces motifs est en effet automatisable puisqu'elle peut être prise à partir des seules informations présentes dans CEP, la consultation de la vignette n'étant pas nécessaire.

DEUXIÈME CAS : les images chèques ont été refusées lors du traitement informatique d'intégration pour motifs *autres que* « Chèque perdu » ou « Chèque volé » :

Il n'y a alors aucune procédure de rejet automatique.

La TG doit traiter le suspens individuel, et en fonction des circonstances de l'affaire, saisir éventuellement dans CEP un ordre de confirmation de rejet d'image chèque (cf. paragraphe suivant sur les procédures d'émission de rejets d'images chèques).

3. ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR :

3.1. GÉNÉRALITÉS :

Les rejets d'images chèques dépôts de fonds au Trésor sont émis par les trésoreries générales dans l'application CEP selon 2 modes opératoires différents, en fonction du motif de rejet retenu :

- motifs PERTE ou VOL : le rejet d'image-chèque est produit automatiquement par CEP.
- autres motifs de rejets : dès que la décision de rejet est prise par la trésorerie générale, l'ordre de rejet doit être saisi dans CEP, soit au moyen de la transaction REFUIC si l'image chèque reçues n'a pas été imputée au compte de l'émetteur, soit au moyen de la transaction REJICI dans le cas contraire (image chèque déjà imputée en compte).

Bien entendu, le Trésor public doit respecter les délais limites définis par la réglementation interbancaire variables en fonction du motif de rejet (cf. chapitre 1 de l'instruction).

En outre, lorsque le rejet porte sur une image chèque d'un chèque circulant (indice de circulation = 1 à 5), le Trésor public doit également restituer au banquier remettant la vignette par l'intermédiaire du CEPC. Il dispose d'un délai maximum de 4J ouvrés / échange au SIT *du rejet d'image chèque émis* pour accomplir cette formalité.

En pratique, 2 situations peuvent être rencontrées :

- REJETS À J+4/J+10 (MOTIFS DE CATÉGORIE 1 OU 2) : ces rejets sont émis par les trésoreries générales au cours de la période où les circulants sont stockés provisoirement à la paierie générale du Trésor. Celle-ci est chargée d'extraire le circulant correspondant au rejet d'image chèque émis par la trésorerie générale (dont elle est informée par la centralisation dans CIC des rejets images chèques) et de le remettre à la disposition de la Banque de France pour restitution au CEPC ;
- REJETS À J+60 (MOTIFS DE CATÉGORIE 3 / IRRÉGULARITÉ FORMELLE DE LA VIGNETTE) : dans ce cas, le circulant est en possession de la trésorerie générale teneur de compte. En cas de rejet d'image chèque pour cette catégorie de motifs, la TG doit alors immédiatement adresser en retour à la Paierie générale du Trésor la vignette circulante (+ attestation de rejet) *au moyen d'un envoi postal urgent*, indispensable eu égard à la brièveté des délais interbancaire.

IMPORTANT :

Les rejets d'image chèque pour les motifs « PROVISION INSUFFISANTE » ou « COMPTE CLOS » n'ont pas été intégrés dans l'application CEP.

En effet, ce type de rejet (qui provoque la mise en interdiction bancaire du tireur du chèque) est inconnu dans le secteur de la tenue des comptes de dépôts de fonds au Trésor, eu égard à la nature des déposants publics à titre obligatoire concernés qui composent le nouveau périmètre de cette activité.

3.2. ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES POUR MOTIFS « PERTE » OU « VOL » (REJETS DE CATÉGORIE 1 = J+4)

Ces rejets sont émis automatiquement par l'application CEP consécutivement à la centralisation d'une image chèque informatique relative à un chèque frappé préalablement d'une opposition « perte » ou « vol ».

IMPORTANT :

Il est primordial que le fichier des oppositions à chèques de l'application CEP soit tenu à jour par chaque TG avec le plus grand soin, qu'il s'agisse de la création des nouvelles oppositions, ou des mainlevées des empêchements notifiés par les déposants. En effet, dès lors qu'une image chèque informatique sur chèque en opposition est centralisée, il n'est techniquement plus possible d'empêcher l'émission du rejet d'image chèque produit par CEP.

Un délai technique interne au réseau existe pour restituer à la Banque de France les enregistrements informatiques de rejets d'images-chèques.

Les rejets d'images chèques confectionnés par les DIT CEP sont télétransmis lors des traitements « batch » du soir vers le DIT de Châlons-en-Champagne pour regroupement national dans l'application centrale CIC et restitués le lendemain matin à la BDF pour présentation au SIT. Le délai technique interne au réseau de retour des rejets est donc de 1 jour ouvré (sauf incident). Il est compatible avec le délai limite de + 4J (par rapport à l'échange SIT de l'image chèque initiale) autorisé par la réglementation pour ce type de rejet, mais la brièveté de celui-ci rend l'automatisme d'émission immédiate du rejet indispensable.

Si le rejet automatique concerne un chèque circulant, la paierie générale du Trésor au vu des informations mentionnées sur les journaux issus de C.I.C. extrait la vignette correspondante qu'elle détient encore, établit l'avis de rejet et confie l'ensemble à la Banque de France pour restitution au banquier présentateur dans le cadre du CEPC.

3.3. RÉGULARISATION DES IMAGES-CHÈQUES MOMENTANÉMENT EN ATTENTE LORS DU TRAITEMENT D'INTÉGRATION POUR MOTIFS AUTRES QUE CHÈQUES PERDUS / VOLÉS.

Les situations décrites ci-après sont, de par leur nature, très peu fréquentes en dépôts de fonds au Trésor.

Comme indiqué, certaines images-chèques reçues peuvent ne pas pouvoir être imputées directement sur les comptes des déposants au Trésor lors du traitement d'intégration automatique réalisé par le DIT.

Deux cas sont concernés :

- saisie préalable dans CEP par la TG d'une opposition à chèque pour les motifs « utilisation frauduleuse » ou « redressement ou liquidation judiciaire du porteur » (cf. instruction confidentielle N° 98-023-K1 du 24 novembre 1998) ;
- saisie dans CEP sur le compte d'un code de « surveillance » empêchant l'intégration directe des mouvements (compte bloqué, compte en opposition, opposition sur pièce inconnue, compte en saisie arrêt, décès du titulaire, ...).

Est précisée ci-après la procédure de régularisation de l'image chèque en suspens à mettre en œuvre alors par la trésorerie générale.

Celle-ci doit statuer en analysant les pièces (bancaires ou juridiques) en sa possession sur la régularisation de l'image-chèque en suspens : soit elle décide de ne pas la payer et en conséquence de la rejeter ; soit elle décide au contraire après analyse préalable de l'imputer en définitive au compte de l'émetteur.

Pour prendre sa décision, la TG peut avoir besoin de disposer d'une copie du chèque (notamment pour connaître la date de son émission et pouvoir par exemple la comparer à la date d'effet de l'événement juridique ayant entraîné le blocage du compte).

A cet effet, la TG émet immédiatement à partir de CEP une demande de télécopie, avec fourniture d'une copie recto / verso du chèque (cf. chapitre 4 pour la procédure de saisie des demandes de télécopie) :

- si le chèque est non circulant, la télécopie du chèque lui sera transmise directement par le banquier remettant ;
- si le chèque est circulant, il s'agit alors d'une demande de télécopie interne qui sera communiquée à la Paierie générale du Trésor (par traitement spécifique dans l'application CIC), à charge pour celle-ci de communiquer à la trésorerie générale une télécopie recto / verso du chèque en cause (celui-ci est encore en possession de la Paierie générale puisque le délai de conservation provisoire des circulants au niveau central n'est pas encore échu).

Après analyse des pièces, la trésorerie générale régularise l'image chèque en suspens :

- la TG décide de rejeter l'image chèque :

L'ordre de rejet est alors saisi dans CEP par transaction REFUIC (confirmation d'un rejet d'image chèque).

La trésorerie générale doit alors veiller à ce que le code motif du rejet soit correctement renseigné selon la codification spécifique « rejet d'image chèque » normalisée par la profession bancaire.

Sont essentiellement concernés ici les motifs de rejets suivants :

- « Opposition sur chèque »
 - 12 = utilisation frauduleuse ;
 - 13 = redressement ou liquidation du porteur.
- « Compte indisponible »
 - 40 = redressement ou liquidation judiciaire du tireur ;
 - 41 = saisie attribution ou conservation ;
 - 42 = avis à tiers détenteur ;
 - 43 = décès du titulaire ;
 - 44 = dénonciation de convention de compte collectif.

Les ordres de rejet saisis en cours de journée par la trésorerie générale sont centralisés lors des traitements du soir par l'application CIC et restitués le lendemain matin à la Banque de France (délai technique de +1 J, interne au réseau).

Les rejets d'image-chèque comportant les motifs ci-dessus doivent être présentés au SIT au plus tard le 10^{ème} jour ouvré suivant l'échange SIT de l'image chèque initiale.

Il est indiqué que ce délai maximum de 10 J n'est pas susceptible d'être allongé du temps nécessaire pour émettre la demande de télécopie, ou du temps nécessaire à la banque remettante pour fournir la télécopie du non circulant demandée (NB : le banquier remettant doit fournir la télécopie du chèque non circulant au plus tard le 4^{ème} jour ouvré suivant l'échange au SIT de la demande de télécopie de la trésorerie générale. En cas de non respect de ce délai, la trésorerie générale peut rejeter l'image chèque pour le motif 53 « télécopie non parvenue »).

En conséquence, la trésorerie générale qui a besoin d'une télécopie du chèque non circulant (= document qui a vocation d'analyse préalable à un rejet de la catégorie J+10) doit émettre sa demande suffisamment tôt (= dès réception de l'image chèque en suspens) pour la recevoir à temps (le banquier a 4J pour la fournir), l'analyser et éventuellement émettre dans les délais requis un rejet d'image chèque (à présenter au SIT au plus tard le 10^{ème} jour ouvré après échange de l'image chèque initiale : cette date figure sur le journal CEP des images chèques reçues, sous l'intitulé « Date d'échange »).

Si le rejet ainsi effectué (rejet appartenant à la catégorie 2 = J+10) concerne un chèque circulant, la paierie générale du Trésor extrait la vignette correspondante qu'elle détient encore, établit l'avis de rejet et confie l'ensemble à la Banque de France pour restitution au banquier présentateur dans le cadre du CEPC.

- la TG décide en définitive d'imputer l'image-chèque au débit du compte de l'émetteur :

Après analyse des pièces et de la télécopie du chèque, la trésorerie générale peut prendre la décision d'imputer en définitive l'image-chèque au débit du compte de l'émetteur (par exemple, dans le cas où le chèque s'avère avoir été émis avant la date d'effet de la saisie attribution sur le compte, ...).

La TG procède alors à cette imputation au moyen de la transaction spécialisée « IMPUIC » (imputation d'une image chèque en anomalie).

3.4. L'ÉMISSION DES REJETS D'IMAGES-CHÈQUES PRÉALABLEMENT IMPUTÉES AU DÉBIT DES COMPTES DES ÉMETTEURS :

Comme mentionné supra, la Trésorerie générale procède systématiquement au contrôle de régularité formelle des vignettes circulantes transmises par la Paierie générale du Trésor, après l'arrivée à échéance des délais de rejet de catégorie 1 et 2 (rejets à J+4/J+10).

Les points de contrôle à réaliser sont indiqués au paragraphe 3.2. ci-dessus (« Traitement d'intégration des images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor »).

Au moment où ils sont réalisés, les images chèques correspondantes ont déjà été débitées.

Pour les chèques non circulants, la Trésorerie générale doit également procéder à ces contrôles consécutivement à une réclamation du déposant formulée par celui-ci à réception de son relevé de compte, et contestant un débit chèque imputé à son compte, lequel peut après vérification se révéler avoir été réalisé indûment, consécutivement à une erreur matérielle (principalement du banquier remettant qui a dématérialisé la formule), voire à une fraude.

La vignette étant non circulante, la vérification du bien fondé de la réclamation implique au préalable que la TG adresse au banquier remettant une demande de télécopie avec production d'une copie recto / verso, ce document devant être analysé par la TG (en liaison avec le déposant) préalablement à toute décision de rejet pour motif «chèque irrégulier».

Il est rappelé en outre que ce type de contestation doit toujours être formulé par écrit.

Si à l'issue des contrôles de régularité du chèque circulant (réalisés au vu de l'original) ou du chèque non circulant (réalisés au vu de la télécopie recto / verso transmise sur demande par le banquier remettant), une décision de rejet est prise, la trésorerie générale procède alors à la saisie de l'ordre dans CEP au moyen de la transaction REJICI (rejet d'une image chèque imputée).

La trésorerie générale doit valoriser le motif de rejet correspondant à l'irrégularité constatée conformément à la codification interbancaire :

- « Chèque prescrit »
 - 20 = chèque prescrit
- « Chèque irrégulier »
 - 30 = absence d'une mention obligatoire
 - 31 = signature non conforme
 - 32 = insuffisance signature
 - 33 = falsification surcharge
 - 34 = faux chèque
 - 35 = absence ou irrégularité de l'endos.

L'émission de cette catégorie de rejet par la trésorerie générale est possible selon les règles interbancaires au plus tard jusqu'au 60^{ème} jour calendaire suivant la date d'échange au SIT de l'IC initiale (il s'agit donc d'un délai majoré car ce type de rejet est souvent effectué consécutivement à une réclamation du déposant, lequel ne réagit qu'à l'issue du temps nécessaire pour recevoir et exploiter son relevé de compte).

Bien entendu, selon le même principe que pour les rejets de 2^{ème} catégorie (à J+10), en cas d'émission préalable d'une demande de télécopie (chèque non circulant), la trésorerie générale doit y procéder suffisamment tôt afin de disposer ensuite du temps nécessaire pour analyser le document du banquier remettant et éventuellement réaliser le rejet dans les délais requis.

Il est rappelé que le délai technique interne de +1 jour évoqué ci-dessus existe également pour cette catégorie de rejet.

IMPORTANT : restitution par la TG du chèque circulant pour lequel un rejet d'image chèque est émis avec les motifs « Chèque prescrit » / « Chèque irrégulier » :

En cas d'émission d'un rejet sur chèque circulant, le Trésor public doit respecter **deux délais** de nature bien distincte :

- + *pour le flux informatique* : le rejet d'image chèque doit être échangé au SIT au plus tard le 4^{ème} jour ouvré / le 10^{ème} jour ouvré / ou le 60^{ème} jour calendaire suivant l'échange SIT de l'IC initiale, selon le motif du rejet ;
- + *pour le flux physique* : le chèque circulant objet du rejet doit être restitué au banquier remettant au CEPC *au plus tard le 4^{ème} jour ouvré qui suit l'échange au SIT du rejet d'image chèque* le concernant.

Il est à noter que dans l'hypothèse où un banquier tiré respecterait le délai applicable au rejet informatique, mais dépasserait celui de 4 J maximum applicable pour représenter au CEPC à Paris la vignette circulante, alors le banquier remettant serait en droit de refuser le rejet en cause.

Eu égard à cette contrainte, il est indispensable qu'en cas d'émission d'un rejet de catégorie 3 (rejet à J+60 calendaire) *sur un chèque circulant* (motif chèque irrégulier / chèque prescrit) la TG procède, le jour de la saisie CEP de l'ordre de rejet, *au retour immédiat vers la paierie générale du Trésor du chèque physique rejeté en utilisant un acheminement postal accéléré* selon les modalités suivantes :

- TG de métropole ou TG des départements d'outre-mer : ces trésoreries générales devront utiliser l'un des services de la gamme Chronopost pour expédier les formules circulantes rejetées vers la paierie générale du Trésor ;
- Poste destinataire des retours chèques circulants du Trésor public :

PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR
16 rue Notre-Dame des Victoires
Service Compensation
75097 PARIS CEDEX 02

La trésorerie générale doit impérativement joindre à la formule de chèque envoyée à la paierie générale du Trésor l'avis de rejet correspondant, selon le modèle normalisé présenté en annexe, l'établissement de ce document incombant alors au comptable teneur de compte puisqu'il détient la vignette.

Dès réception des plis Chronopost, la paierie générale du Trésor restitue sans délai les chèques circulants rejetés à la Banque de France, pour (re)présentation à l'échange au CEPC.

REMARQUE :

Dans l'hypothèse où la trésorerie générale procéderait dans la même journée à des rejets de chèques dépôts de fonds au Trésor circulants et à des rejets de chèques Trésor circulants, il y aurait lieu de regrouper les deux catégories de formules dans le même envoi Chronopost destiné à la paierie générale du Trésor.

CHAPITRE 4 : LE TRAITEMENT DES OPÉRATIONS CONNEXES RELATIVES AUX ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES RETOUR

1. GÉNÉRALITÉS :

En plus des images-chèques qu'il reçoit et des rejets d'images-chèques qu'il émet, le Trésor public est également susceptible de traiter des catégories d'opérations complémentaires prévues dans la procédure EIC :

Dans le sens Banque de France / Trésor public :

- Opérations financières :
 - ❶ l'annulation d'opération compensée à tort image-chèque (AOCT / IC)
 - ❷ opération débit redressement image-chèque (ODRIC) ou opération crédit redressement image chèque (OCRIC)
- Opération non financière :
 - ❸ l'opération non comptable chèque (ONC).

Dans le sens Trésor public / Banque de France :

- Opérations financières :
 - ❹ rejet d'annulation d'image-chèque reçue (RAIC)
 - ❺ opération débit redressement image-chèque (ODRIC) ou opération crédit redressement image chèque (OCRIC)
- Opération non financière :
 - ❻ la demande de télécopie sur chèque
 - ❼ l'opération non comptable chèque (ONC).

2. LES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES IMAGES-CHÈQUES EN RÉCEPTION POUR LE TRÉSOR PUBLIC.

2.1. L'ANNULATION D'IMAGE-CHÈQUE (AOCT/IC) :

2.1.1. Dispositions interbancaires :

Il s'agit d'une opération automatisée échangée au SIT qui permet au banquier remettant d'annuler une image-chèque erronée qu'il a émise antérieurement.

Elle peut être employée soit pour annuler une masse d'opération (fichier passé en double par le banquier remettant), soit pour annuler une seule image-chèque.

Comme toute les opérations connexes image-chèque, *elle doit comporter la recopie de l'image chèque initiale qu'elle annule.*

Les principaux cas de recours à l'annulation d'image-chèque sont :

- image-chèque émise en double (par exemple, le fichier image-chèque du banquier remettant a été présenté par erreur deux fois au SIT. Le banquier tiré a reçu deux débits identiques pour un même chèque),
- image-chèque émise à tort (cette situation résulte généralement d'une erreur de traitement du banquier remettant qui entraîne l'émission induite d'images-chèques, ou bien la présentation au SIT d'un fichier images chèques avec des montants erronés).

L'annulation d'image-chèque doit toujours être du même montant que l'opération initiale émise à tort (les annulations partielles ne sont pas autorisées).

Elles doivent être échangées au SIT sans délai, dès que le banquier remettant à l'origine de l'émission à tort a identifié avec certitude les opérations concernées, et en principe au plus tard le 8^{ème} jour ouvré suivant la date de règlement des images-chèques initiales.

2.1.2. Modalités de traitement des annulations d'images-chèques reçues dans l'application CEP au titre des dépôts de fonds au Trésor.

A réception des enregistrements d'AOCT d'images-chèques, l'application CEP procède avant imputation aux comptes des déposants à différents contrôles destinés à vérifier la pertinence des mouvements (par exemple, en cas d'émission en double, recherche des deux images-chèques en cause et vérification qu'elles sont bien toutes les deux débitées sur le compte destinataire, contrôle que l'opération émise à tort n'a pas déjà été rejetée, ...).

Il est précisé qu'il s'agit de contrôles de même nature que ceux réalisés pour les opérations d'AOCT de virements ou de prélèvements SIT déjà traitées dans cette application.

Si aucune anomalie n'est décelée, le mouvement d'annulation d'image-chèque est immédiatement imputé au compte destinataire (avec le libellé « Annulation chèque payé numéro NNNN »).

Il s'agit d'une opération créditrice pour le déposant concerné.

2.2. L'OPÉRATION CRÉDIT REDRESSEMENT SUR CHÈQUE (OCRIC) OU L'OPÉRATION DÉBIT REDRESSEMENT SUR CHÈQUE (ODRIC) EN RÉCEPTION PAR LE TRÉSOR PUBLIC.

2.2.1. Dispositions interbancaires :

Il s'agit d'opérations automatisées échangées au SIT qui permettent d'opérer une régularisation financière entre le banquier remettant et le banquier tiré consécutivement à l'échange préalable d'une image-chèque.

Pour ces opérations, le sens de l'échange interbancaire est :

- + OCR (code SIT = 168) = *Crédit* pour le banquier *Récepteur* (= le Trésor public en réception / Débit pour le banquier *Émetteur*)
- + ODR (code SIT = 167) = *Débit* pour le banquier *Récepteur* (= le Trésor public en réception / Crédit pour le banquier *Émetteur*).

L'OCRIC ou l'ODRIC doit toujours comporter la recopie, par le banquier émetteur, de l'image-chèque initiale au titre de laquelle la régularisation financière est effectuée.

Ces mouvements comportent également les informations suivantes :

- l'indication sous forme codifiée de l'opération sur laquelle porte la régularisation (régularisation sur image-chèque, régularisation sur rejet d'image chèque, régularisation sur annulation d'image-chèque, ...).

- l'indication des coordonnées de l'expéditeur : numéro de téléphone (obligatoire), éventuellement, numéro de télécopie ou adresse électronique. Le nom de la personne à contacter peut également être mentionné dans l'enregistrement.

Le numéro de téléphone mentionné est celui qui devra être contacté par le banquier destinataire (= le Trésor public pour les chèques émis par les déposants au Trésor) qui aurait besoin de précisions complémentaires, ou qui contesterait l'opération de régularisation.

En effet, par nature les OCRIC ou ODRIC peuvent nécessiter un contact complémentaire entre le banquier remettant et le banquier tiré.

- une zone de libellé libre est également prévue, pour permettre à l'émetteur d'y indiquer les explications relatives à la justification de l'opération de régularisation : ces explications peuvent soit être fournies en clair, soit sous forme de référence à une lettre, à une télécopie ou à une conversation téléphonique préalable.

Il est précisé également que l'opération de redressement n'est utilisable que dans les cas particuliers où la réglementation interbancaire n'a pas prévu une opération spécifique avec codification individualisé.

Ainsi, le banquier tiré n'est pas autorisé à émettre une ODRIC à la place d'un rejet d'image chèque (code SIT = 560). De même, le banquier remettant ne doit pas émettre une OCRIC à la place d'une annulation d'image chèque (code SIT = 420).

Enfin, les règles interbancaires stipulent que lorsqu'une ODRIC/OCRIC a été générée, *aucun des établissements concernés* ne peut plus en émettre une nouvelle sur la même image chèque sans entente préalable avec le banquier destinataire. Des indications relatives à cette entente devront alors figurer dans l'opération de redressement.

Deux cas d'utilisation des opérations de redressement peuvent être mentionnés :

Premier cas : restitution par le banquier remettant d'un rejet d'image-chèque effectué hors délai par le banquier tiré.

En cas d'émission par le banquier tiré d'un rejet d'image chèque au delà des délais limites fixés par la réglementation interbancaire ou en cas de restitution hors délai au CEPC du chèque circulant rejeté, le banquier remettant peut refuser le rejet qui lui est présenté.

A cet effet, pour être remboursé il émet vers le banquier remettant une ODR sur chèque (crédit du banquier émetteur / débit du banquier récepteur), l'opération « de rejet de rejet » n'étant pas prévue au SIT.

Deuxième cas : régularisation des erreurs de montant commises par le banquier remettant lors de la dématérialisation du chèque.

Quand une erreur sur le montant du chèque (= montant de l'image-chèque informatique émise par le banquier remettant différent de celui de la formule) est constatée soit par le banquier tiré (en liaison avec son client) soit par le banquier remettant, *la réglementation interbancaire recommande d'en effectuer la régularisation au moyen d'une OCR sur chèque émise par le banquier ayant la différence à son crédit.*

Il est également possible de recourir à une ODR sur chèque émise par l'autre banquier.

Un exemple de régularisation d'une erreur sur le montant d'une image-chèque est présenté en annexe.

2.2.2. Modalités de traitement dans l'application CEP des opérations crédit redressement sur chèque (OCRIC) ou débit redressement sur chèque (ODRIC) reçues dans l'application CEP au titre des dépôts de fonds au Trésor.

L'opération de débit redressement ou de crédit redressement sur chèque constitue par nature un mouvement non intégrable automatiquement sur le compte de dépôt de fonds au Trésor mentionné dans l'image chèque initiale au titre de laquelle la régularisation est effectuée.

En effet, il est indispensable que la trésorerie générale procède à une analyse préalable de chaque cas d'OCRIC ou d'ODRIC et statue en fonction des circonstances ayant conduit à l'émission de la régularisation par le banquier remettant (courrier du déposant en possession de la trésorerie générale, contacts pris avec le banquier remettant, ...) sur l'imputation à lui donner, parmi les principales options possibles :

- *répercuter le montant de la régularisation sur le compte du déposant* : cas par exemple de l'erreur de montant régularisée à l'initiative du banquier remettant.

La mise à jour du compte de dépôts de fonds au Trésor est alors effectuée à l'initiative de la trésorerie générale par transaction CEP de saisie banalisée client, avec saisie en libellé complémentaire du numéro du chèque objet de la régularisation.

- *restituer le montant de la régularisation au banquier remettant qui l'a émise* (sans mise à jour corrélative d'un compte de dépôt de fonds) : cas par exemple où la régularisation de l'anomalie de montant ayant été corrigée au moyen d'une ODRIC/OCRIC émise par la TG, le banquier remettant par erreur y procède lui aussi sous forme d'une deuxième ODRIC/OCRIC, ainsi émise à tort par ses soins.

Aucune opération de rejet d'ODRIC/OCRIC n'étant prévue au SIT, il y a lieu dans ce cas d'émettre une nouvelle opération de régularisation de même sens (*émettre* une ODRIC en cas de *réception* d'une ODRIC induite).

- *apurer le montant de la régularisation reçue du banquier remettant en interne au Trésor public* (sans imputation sur un compte de dépôt de fonds) : cas par exemple d'un rejet réalisé au-delà des délais limites interbancaires par la trésorerie générale qui est refusé par le banquier remettant, ce qui se entraîne l'émission par ses soins d'une ODR sur chèque (= débit du Trésor public).

Dans cette hypothèse, le mouvement débiteur reçu constitue un sinistre de nature bancaire lié à l'activité dépôts de fonds au Trésor, à traiter dans le cadre de la responsabilité générale du Trésorier – payeur - général.

Aussi, toutes les ODRIC ou OCRIC reçues du SIT seront systématiquement comptabilisées en imputation provisoire par l'application CEP (au débit du compte 471.86 « I.P. Dépenses. Dépôts de fonds au Trésor » pour les ODRIC reçues ; au crédit du compte 475.86 « I.P. Recettes. Dépôts de fonds au Trésor » pour les OCRIC reçues), aux fins d'analyse par la trésorerie générale selon les règles mentionnées ci-dessus.

Il est précisé enfin que les informations relatives aux coordonnées de l'expéditeur et au libellé complémentaire qui figurent dans l'opération d'ODRIC/OCRIC reçue sont consultables à l'écran, au moyen de la transaction de consultation d'image chèque (transaction CONSIC).

2.3. L'OPÉRATION NON COMPTABLE SUR CHÈQUE (ONC) EN RÉCEPTION PAR LE TRÉSOR PUBLIC.

2.3.1. Dispositions interbancaires

Le principe est que l'opération non comptable sur chèque (ONC) doit être utilisée dans les mêmes conditions qu'une opération de redressement (OCR/ODR) *lorsqu'il n'y a pas de régularisation financière à réaliser entre le banquier remettant et le banquier tiré, mais simplement une information complémentaire à échanger entre eux.*

Comme toute opération connexe, l'ONC concerne toujours une opération donnée : elle comporte toujours la recopie de l'image chèque initiale et l'indication sous forme codifiée du type d'opération concernée par l'ONC (ONC sur image chèque, sur rejet d'image chèque, sur AOCT d'image chèque, ...).

Le banquier émetteur mentionne les coordonnées expéditeur (obligatoirement le numéro de téléphone, l'indication du numéro de télécopie ou d'adresse électronique est recommandée) et précise à son gré dans la « zone à usage des établissements » (sur 30 caractères) les informations qu'il souhaite communiquer au banquier destinataire (une zone de libellé complémentaire est également prévue, si nécessaire).

Parmi les cas d'utilisation de l'ONC, peuvent être cités :

- l'ONC par laquelle le banquier tiré signale au banquier remettant qu'une vignette annoncée circulante n'a pas été produite dans les délais au CEPC (NB : pour le Trésor public, cette catégorie d'ONC « Vignette non parvenue » sera émise automatiquement au niveau central par l'application CIC, à l'issue du traitement de réconciliation image chèque informatique / vignette circulante mis en œuvre par la Paierie générale du trésor),
- l'ONC par laquelle le banquier tiré demande au banquier remettant dont il n'a pas le numéro de téléphone de l'appeler au numéro indiqué dans l'ONC pour régler une question liée à un échange d'image chèque déjà intervenu.

2.3.2. Traitement des ONC sur chèque reçues dans l'application CEP.

Les enregistrements d'ONC sur chèque reçus dans l'application CEP sont édités individuellement sur un journal des opérations non comptables chèques, avec mention de la référence de l'image-chèque initiale indiquée par le banquier émetteur.

Cette référence permet à la trésorerie générale d'accéder en consultation (transaction CEP de consultation des images chèques / CONSIC) aux différentes informations significatives de l'ONC reçue du banquier émetteur (numéro de téléphone de l'expéditeur, zone à usage des établissements, zone libellé) et après en avoir pris connaissance de les exploiter au cas par cas selon les circonstances en cause.

3. LES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES IMAGES-CHÈQUES ÉMISES PAR LE TRÉSOR PUBLIC (HORS REJETS D'IMAGES-CHÈQUES) :

3.1. REJET D'ANNULATION D'IMAGE-CHÈQUE REÇUE.

Comme indiqué ci-dessus (cf. paragraphe 4.2.1. « Annulation d'image-chèque »), les annulations d'images-chèques reçues des banquiers remettants sont contrôlées par l'application CEP avant d'être imputées aux comptes destinataires.

Ces contrôles réalisés exclusivement par programmes peuvent se traduire, si des anomalies sont décelées (par exemple, l'image chèque objet de l'annulation a déjà été rejetée, l'image-chèque objet de l'annulation n'a pas été reçue par le Trésor public, le compte destinataire est clôturé, ...) à restituer l'annulation d'image chèque reconnue non valide au banquier présentateur.

Dans ces situations, l'application CEP procède à l'émission automatique (sans intervention transactionnelle des services) de rejets d'annulation d'image-chèque.

A l'instar des autres opérations images chèques susceptibles d'être émises par le Trésor public (rejet d'image-chèque, ...), les rejets d'annulation d'images chèques confectionnés dans CEP sont ensuite centralisés au niveau national par l'application CIC aux fins de restitution à la Banque de France.

Il s'agit d'opérations débitrices pour la trésorerie générale pour le compte de laquelle le rejet d'AOCT d'IC a été émis.

3.2. L'ÉMISSION D'OPÉRATIONS CRÉDIT REDRESSEMENT (OCR) OU DÉBIT REDRESSEMENT (ODR) SUR CHÈQUE PAR LE TRÉSOR PUBLIC.

La fonctionnalité d'émission d'OCR ou d'ODR ne sera pas opérationnelle immédiatement dans l'application CEP dès la mise en place de l'image-chèque retour dépôts de fonds de fonds au Trésor le 14 janvier 2002.

La réalisation des développements informatiques correspondants a dû être reportée à une période ultérieure.

Aussi, dans une première étape, les trésoreries générales ne seront pas en mesure de régulariser à leur initiative les erreurs de montant susceptibles d'affecter certaines images chèques reçues.

Pour ce type de situations, il conviendra donc, lorsque le banquier remettant ne redresse pas lui-même l'erreur de montant de l'image-chèque, de le solliciter en ce sens au moyen d'une ONC (lui communiquer le numéro de téléphone de la trésorerie générale pour contact direct au sujet de l'image chèque erronée).

En cas de difficultés éventuelles, il y aura lieu de contacter le Bureau 7C.

3.3. L'ÉMISSION DES DEMANDES DE TÉLÉCOPIE SUR CHÈQUE PAR LE TRÉSOR PUBLIC.

3.3.1. Dispositions interbancaires.

Dans le cadre de la procédure EIC, la majorité des chèques est conservée par le banquier remettant (chèques non circulants).

La réglementation interbancaire prévoit que le banquier tiré puisse demander au banquier remettant une télécopie du chèque émis par son client.

Cette faculté est offerte au banquier tiré pendant la totalité de la période d'archivage (reproduction analogique ou numérique) par la banque remettante, soit une période de 10 ans après l'échange de l'image chèque.

En outre, durant la période des 60 premiers jours, le banquier tiré peut également demander la transmission de l'original de la formule. Il est à noter alors que la fourniture de l'original demandé est réalisée par présentation au CEPC. (échanges centralisés à Paris).

IMPORTANT :

La demande de télécopie de chèque avec fourniture de l'original ne doit être utilisée que dans des cas tout à fait exceptionnels, c'est-à-dire principalement dans le cadre d'une enquête de police en cours au moment de la présentation de -chèque (la fourniture de l'original se justifie alors car elle constitue une aide déterminante). Hors ce cas spécifique, le banquier remettant doit éviter de demander la fourniture de l'original d'un chèque non circulant.

La demande du banquier tiré se matérialise par l'émission vers son confrère d'une opération SIT de « demande de télécopie » (opération non financière) qui comporte les principales informations suivantes :

- la recopie de l'image chèque initiale au titre de laquelle la demande est formulée,
- les coordonnées de l'expéditeur : indication obligatoire du numéro de télécopie à utiliser par le banquier remettant pour transmettre la télécopie demandée (+ indication recommandée d'un numéro de téléphone, éventuellement d'une adresse électronique),
- la nature du document demandé au banquier remettant :
 - demande de télécopie du recto du chèque,
 - demande de télécopie du recto / verso du chèque,
 - demande de télécopie du recto / verso du chèque avec fourniture de l'original.

3.3.2. Procédure d'émission des demandes de télécopie sur chèque au titre des dépôts de fonds au Trésor.

Il est rappelé que seules les demandes de télécopies sur chèques non circulants seront transmises aux banquiers remettants, à l'issue de leur centralisation nationale dans l'application CIC (voir ci-dessous le cas particulier de la demande de télécopie « interne » sur chèque circulant transmise par une TG à la PGT au cours de la période où cette dernière conserve provisoirement la formule).

La trésorerie générale saisit directement dans CEP les demandes de télécopie au moyen d'une transaction spécifique (transaction DEMTEL).

Cette saisie est possible sur la période des 6 premiers mois qui suivent l'échange eu SIT de l'image chèque reçue (= l'historique CEP des images chèques reçues est conservées sur 6 mois glissants).

La procédure informatique de traitement des demandes de télécopie « longue période » (au delà de 6 mois et jusqu'à 10 ans) sera précisée ultérieurement.

Pour les demandes jusqu'à 6 mois, outre le numéro de compte et le numéro de chèque en cause, la trésorerie générale valorise la nature de la demande de télécopie transmise au banquier remettant.

A cet égard, en fonction des règles interbancaires, il y a lieu de retenir les principes suivants :

- demande de télécopie avec fourniture du recto seul.

Ce type de demande est à retenir dans les principales situations suivantes :

- demande de nature courante du déposant (obtenir copie d'un chèque émis),
- réclamation du déposant contestant la validité d'un chèque débité au compte (falsification, signature non conforme, ...),
- réclamation du déposant contestant le montant de l'opération débité en compte.
- demande de télécopie avec fourniture du recto / verso.

La copie recto / verso est à retenir lorsqu'un contrôle sur la régularité de l'endos est à réaliser.

- demande de télécopie du recto / verso avec fourniture de l'original.

Comme mentionné supra, ce type de demande ne sera présenté que dans le contexte spécifique d'une enquête de police en cours.

Le banquier remettant doit fournir la télécopie demandée dans le délai maximum de 4 jours ouvrés après l'échange au SIT de la demande.

Il incombe à chaque trésorerie générale émettrice d'une demande de télécopie de surveiller le respect de ce délai interbancaire.

Il est précisé que la non réception de la télécopie dans le délai imparti ouvre droit au rejet par la trésorerie générale à rejet du chèque concerné avec le motif 53 « Vignette ou télécopie non parvenue ».

Il appartient à la trésorerie générale en fonction des circonstances à l'origine de la demande de télécopie, et en liaison si nécessaire avec le déposant, de statuer sur l'opportunité de procéder à ce rejet.

CAS PARTICULIER : demande de télécopie sur chèque circulant au cours de la période de stockage provisoire de 12 jours ouvrés à la paierie générale du Trésor (demande de télécopie interne au réseau)

Comme indiqué ci-dessus au chapitre 3, certains cas d'oppositions à chèques (utilisation frauduleuse / redressement ou liquidation judiciaire du porteur) ou de blocage de compte peuvent nécessiter, *lorsqu'ils concernent un chèque circulant*, l'examen urgent par la trésorerie générale (afin de ne pas dépasser le délai maximum de J+10 autorisé pour effectuer un rejet de ces motifs) d'une copie de la formule au cours de la période où celle-ci est encore détenue provisoirement à la paierie générale du Trésor.

Dans ces cas – qui eu égard aux motifs en cause sont exceptionnels en dépôts de fonds au Trésor – la demande de télécopie saisie dans CEP (fourniture du recto) est exploitée « en interne » par l'application CIC pour information de la Paierie générale du Trésor, à laquelle il appartiendra ensuite d'y donner suite en adressant une télécopie du recto de la formule en cause à la trésorerie générale.

3.4. L'ÉMISSION DES DEMANDES D'OPÉRATIONS NON COMPTABLES CHÈQUES (ONC) AU TITRE DES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.

La trésorerie générale qui doit émettre une opération non comptable sur chèque (ONC ; cf. paragraphe 4.2.3.1. supra pour les règles interbancaires à appliquer) saisit l'ordre d'émission dans l'application CEP au moyen de la transaction « DEMONC ».

Elle valorise les différentes informations qui sont à communiquer au banquier remettant (nature de l'opération objet de l'ONC, message à communiquer au banquier destinataire de l'ONC)

Un enregistrement informatique non financier est alors acheminé après centralisation nationale dans l'application CIC vers le banquier remettant par l'intermédiaire du SIT.

Il contient les informations (ou la demande) que la trésorerie générale a souhaité transmettre au banquier remettant consécutivement à une image chèque qu'il a émise.

3.5. GESTION DES INFORMATIONS COORDONNÉES EXPÉDITEUR DE CHAQUE TRÉSORERIE GÉNÉRALE.

Certaines catégories d'opérations échangées dans le cadre procédure image-chèque comportent l'indication du numéro de téléphone ou du numéro de télécopie du banquier émetteur (cas par exemple de l'ONC, de la demande de télécopie chèque, ...).

Pour les opérations de ce type émises par le Trésor public au titre des dépôts de fonds au Trésor, il y aura lieu de mentionner exclusivement les coordonnées expéditeur de la trésorerie générale.

Chaque trésorerie générale devra donc lors du démarrage des échanges images-chèques retour le lundi 14 janvier 2002 initialiser dans l'application CEP (au moyen de la transaction EXPEDI) ses coordonnées expéditeur (numéro de téléphone, numéro de télécopie, éventuellement adresse électronique).

Ainsi, pour toute ONC ou demande de télécopie sur chèque saisie dans CEP (ou pour les autres opérations qui impliquent la transmission de ces informations), les coordonnées expéditeur seront automatiquement renseignées dans les enregistrements correspondants par rappel des valeurs introduites initialement.

IMPORTANT :

Les dispositions interbancaires précisent que les numéros de téléphone ou télécopie doivent être indiqués *sous la forme internationale*.

Ces informations devront donc être saisies dans CEP sur 15 caractères et comporter de la gauche vers la droite :

- le signe « + » ;
- l'indicatif du pays (« 33 » pour la France) ;
- le numéro d'appel (9 derniers chiffres du numéro, sans le zéro en tête), suivi de blancs pour compléter la zone.

Exemple de format international numéro de téléphone (ou de télécopie) :

- + format national : 01 23 45 67 89 ;
- + format international : + 33 1 23 45 67 89.

CHAPITRE 5 : LES PROCÉDURES COMPTABLES RELATIVES AUX ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

1. DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL :

1.1. CENTRALISATION DES FLUX FINANCIERS BANQUE DE FRANCE À LA PAIERIE GÉNÉRALE DU TRÉSOR :

Comme mentionné supra, les flux financiers Banque de France relatifs aux échanges images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor sont centralisés au niveau national pour l'ensemble des Comptables sur le compte d'opérations du payeur général du trésor.

Ce principe s'appliquera également pour toutes les opérations connexes présentées par le Trésor public à la Banque de France (émission de rejets d'images chèques, ...).

Il est donc nécessaire d'organiser les procédures de transferts de ces flux financiers des écritures du Payeur général du Trésor vers tous les autres comptables tirés de chèques dépôts de fonds au Trésor.

1.2. UTILISATION DE LA PROCÉDURE DES TRANSFERTS AUTOMATISÉS ENTRE COMPTABLES SUPÉRIEURS.

Le principe retenu pour le dispositif comptable images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor consiste à *automatiser* tous les transferts CGE associés à ces opérations entre le Payeur général du Trésor et les autres Trésoriers– Payeurs Généraux teneurs des comptes de dépôts des organismes ou régions émetteurs des chèques euros.

Il est rappelé que le mécanisme des transferts automatisés est décrit dans les instructions suivantes, auxquelles il y aura lieu de se reporter :

- instruction N° 97-128-A1-P-R du 16 décembre 1997 pour les transferts automatisés entre comptables n'appartenant pas à la même circonscription CGL,
- instruction N° 93-145-B1-P3-R1-R2 du 22 décembre 1993 pour les transferts automatisés entre comptables de la même circonscription informatique CGL.

Les transferts automatisés présentent la particularité *de se dénouer simultanément* dans les écritures du comptable émetteur et dans celles du comptable destinataire.

Ceci implique que les transferts automatisés ne peuvent être utilisés que dans le cas où il n'y a pas transmission au comptable destinataire de pièces justificatives particulières. Cette condition est observée en matière de transferts images chèques retour, puisque les règlements financiers avec la Banque de France sont réalisés uniquement au moyen des enregistrements dématérialisés d'images chèques.

S'agissant des modalités techniques de l'automatisation, il est précisé que les écritures de transferts automatisés sont obligatoirement des écritures produites par une application informatique remettante qui constitue un fichier d'écritures de comptabilité générale donnant lieu à intégration automatique dans l'application CGL.

L'automatisation des transferts associés aux flux financiers images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor est obtenue dans les conditions suivantes :

- les écritures de transferts automatisés sont générées par l'application informatique CIC.

Celle-ci confectionne quotidiennement le fichier des écritures de comptabilité générale à intégrer dans l'application CGL de la paierie générale du Trésor.

Ces écritures sont produites par exploitation des informations relatives à la ligne CMC7 des chèques dépôts de fonds au Trésor qui sont reproduites dans les enregistrements images-chèques émis par les banquiers remettants.

- le comptable émetteur des transferts associés aux images-chèques est toujours le Payeur général du Trésor,
- les transferts automatisés sont émis à destination de chaque Trésorier-payeur général (Métropole + DOM) tiré de chèques dépôts de fonds au Trésor. L'exploitation de la ligne CMC7 des formules reproduite dans les images chèques informatiques permet à l'application CIC d'identifier les comptables destinataires des transferts et de déterminer les montants revenant à chacun d'eux.

L'application CIC utilise les comptes de transferts automatisés ouverts à la nomenclature des comptes de l'État, à savoir :

- le compte 392.3 « Transferts automatisés à l'intérieur de la même circonscription informatique CGL » subdivisé en opérations de dépenses et de recettes :
 - 392.30 « Transferts de dépenses »
 - 392.31 « Transferts de recettes ».

Ce compte sera utilisé par l'application CIC pour les transferts destinés aux comptables exerçant l'activité dépôts de fonds au Trésor et qui appartiennent à la circonscription CGL de la paierie générale du Trésor, à savoir au 1^{er} janvier 2002 :

- la trésorerie de l'Assistance Publique, Hôpitaux de Paris (codique 075.300),
- l'agence comptable des services industriels de l'armement (codique 075.600),
- la trésorerie générale de la coopération (codique 075.800). Ce poste supprimé au 1^{er} janvier 2002 est toutefois maintenu provisoirement début 2002 sous son numéro codique, de façon à lui permettre de centraliser les ultimes opérations émises par ses déposants.

Pour cette catégorie de transferts automatisés, l'application CIC émettra 2 écritures de CGE distinctes, l'une dans la comptabilité du comptable émetteur (= le payeur général du trésor), l'autre dans celle du comptable destinataire.

- le compte 392.4 « Transferts automatisés divers de DIT à DIT via l'ACCT » subdivisé en opérations de dépenses et de recettes :
 - 392.40 « Transferts de dépenses »
 - 392.41 « Transferts de recettes ».

Ce compte sera utilisé par l'application CIC pour les transferts destinés à l'ensemble des comptables autres que ceux énumérés ci-dessus, dès lors qu'ils n'appartiennent pas à la même circonscription CGL que le Payeur général du Trésor.

Il est précisé que pour cette catégorie de transferts automatisés la mise à jour de la comptabilité du comptable destinataire sera réalisée directement par intégration dans l'application CGL d'un fichier d'écritures émis par l'ACCT après centralisation des informations émanant de l'application CIC (celle-ci dans le fichier d'écritures qu'elle produit mentionne le compte de contrepartie à mouvementer chez le comptable destinataire).

1.3. UTILISATION POUR LES IMAGES CHÈQUES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR DU COMPTE CGE 399.02 « COMPTE DE LIAISONS ENTRE APPLICATIONS INFORMATIQUES ».

Les images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor sont exploitées dans l'application CEP pour mise à jour des comptes des déposants (cf. chapitres 3 et 4 de la présente instruction).

Cette mise à jour, conformément à la règle générale en vigueur pour les opérations traitées dans cette application, va être retracée automatiquement par celle-ci en CGE aux différents comptes de tiers ouverts à la nomenclature des comptes de l'État pour retracer les dépôts des Correspondants (comptes CGE du type 43..., 44... ou 369.12, ...).

Afin d'assurer l'articulation comptable entre les écritures produites par l'application CIC et celles émanant de l'application CEP (ces 2 applications traitent d'opérations communes, à savoir les fichiers d'images chèques dépôts de fonds au Trésor), il est fait appel au mécanisme du compte CGE 399.02 « compte de liaisons entre applications informatiques » défini par l'instruction N° 98-114-P-R du 18 septembre 1998.

Ce mécanisme est déjà employé pour certaines catégories d'opérations bancaires « bilatérales », émanant de certaines applications informatiques et qui se dénouent dans l'application CEP (cas par exemple des virements issus de l'application NDL est intégrés par voie interne dans CEP).

Son utilisation implique d'identifier les applications en cause, au moyen d'une codification de chacune d'elles qui sera reprise en spécification des écritures au compte 399.02 :

+ application CIC = 19

+ application CEP = 06 (codification déjà attribuée).

Ainsi, pour les flux financiers images chèques retour dépôts de fonds au Trésor, le recours au compte CGE 399.02 précité est organisé selon les modalités suivantes :

En réception de la Banque de France :

- les fichiers images-chèques sont traités en premier lieu par l'application CIC.

Celle-ci est donc l'application remettante (sa codification sera donc mentionnée en premier lieu dans les écritures au compte 399.02).

L'application CIC génère la comptabilisation des images chèques retour directement au débit du compte CGE 399.020 *de chaque comptable tiré des chèques* en cause, en contrepartie des transferts automatisés (de dépenses pour les images chèques reçues) qu'elle émet. C'est l'écriture « d'entrée » au compte 399.020.

L'application destinataire (sa codification est mentionné en second dans la spécification de l'écriture au compte 399.02) est l'application CEP.

- les fichiers images chèques sont traités en second lieu par l'application CEP.

Celle-ci exploite les images chèques pour débiter les comptes des déposants.

Elle crédite donc le compte de liaison 399.020 / spécification CIC-CEP pour l'apurer (ce compte a été débité au préalable par CIC), en contrepartie de l'imputation définitive des opérations au débit des comptes de CGE 36..., 43... ou 44... en fonction du type d'organismes concernés. C'est l'écriture « de sortie » au compte 399.020.

En présentation vers la Banque de France :

Le principe d'utilisation du compte de liaison 399.02 est le même, mais l'ordre d'intervention des applications informatiques est inversé.

- les fichiers de rejets d'images chèques sont d'abord traités localement dans l'application CEP :

Celle-ci provoque dans les écritures du comptable teneur des comptes de dépôts la comptabilisation du rejet d'image chèque émis au débit du compte de liaison 399.020 dépenses, en contrepartie par exemple du crédit du compte du déposant initialement débité à tort. C'est l'écriture « d'entrée » au compte de liaison 339.020.

CEP est alors l'application remettante (code 06 mentionné en premier lieu), et CIC l'application destinataire (code 19 mentionné en second lieu).

- les fichiers rejets de d'images chèques sont traités en second lieu au niveau national dans l'application CIC avant remise à la Banque de France :

CIC provoque alors pour tous les rejets images chèques reçus de CEP le versement d'un crédit à chaque comptable pour le montant des rejets d'images chèques émis, selon la procédure des transferts automatisés de recettes, et l'imputation de cette somme au crédit du compte de liaison 399.020 /spécification CEP-CIC qui se trouve ainsi soldé (écriture « de sortie »).

2. SCHÉMAS COMPTABLES IMAGES-CHÈQUES RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.

Les schémas comptables mis en place pour traiter les flux financier images chèques retour dépôts de fonds au Trésor sont détaillés en annexe à la présente instruction.

Sont ainsi présentées :

Les écritures CGE spécifiques à la paierie générale du Trésor :

La paierie générale du trésor est le seul poste comptable dont le compte d'opérations Banque de France est mouvementé de la totalité des flux financiers échanges images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor, aussi bien en réception du SIT qu'en présentation vers le SIT.

Les procédures comptables retenues prévoient 2 étapes successives :

- d'abord, la comptabilisation automatique par l'application CIC des différentes catégories d'opérations -chèques (reçues ou émises) sur des comptes d'imputation provisoire spécialisés (comptes CGE 471.913, 471.914, 475.912, 475.913 ou 475.914) ouverts exclusivement à la paierie générale du Trésor.

En contrepartie, l'application CIC émet les écritures de transferts automatisés vers chaque TG teneur des comptes dépôts de fonds au Trésor, à l'exception bien sur des opérations « en propre » des déposants de la paierie générale du Trésor (comptabilisées directement au compte CGE 399.02 « compte de liaison entre applications informatiques » de la PGT),

- ensuite, l'apurement manuel par la paierie générale du Trésor de ces écritures sur comptes d'attente, en contrepartie du compte 512.11 « Compte courant du Trésor à la Banque de France », à réception des relevés de compte d'opérations Banque de France retraçant les flux financiers images-chèques inscrits par l'Institut d'Émission.

Les écritures CGE chez chaque TG teneur des comptes de dépôts de fonds au Trésor (autres que la PGT)

Les écritures sont présentées :

- par catégorie d'opérations images chèques reçues ou émises ;
- par application informatique remettante (CIC / CEP en réception ; CEP / CIC en émission),
- pour les écritures de transferts automatisés, en distinguant le cas des comptables hors circonscription CGL de la paierie générale du Trésor, de celui des comptables appartenant à la même circonscription CGL que celle-ci).

3. DOCUMENTS COMPTABLES ÉDITÉS

Deux cas sont à distinguer, en fonction de l'application informatique à l'origine des écritures :

Écritures produites par l'application CIC dans la CGE de chaque trésorerie générale tirée de chèques dépôts de fonds au Trésor :

L'application CIC produit dans la CGE de chaque TG les écritures d'imputation des flux financiers images chèques au compte de liaison 399.02 en contrepartie des comptes de transferts automatisés qu'elle utilise (cf. paragraphe 5.2. ci – dessus relatif aux schémas comptables).

Les écritures issues de CIC sont éditées quotidiennement dans les 2 journaux suivants édités par l'application de comptabilité générale KGL :

- état 2S1 intitulé « Comptes mouvementés dans les fichiers d'intégration automatique d'écritures comptables »
Il présente les caractéristiques des écritures issues de l'intégration CIC (date d'écriture, comptable émetteur, compte mouvementé + spécification, cumul débit, cumul crédit du jour, total général) ;
- état 2J1 intitulé « Journal opérations ordinaires. Classement par compte de débit » (ou l'état 2J2 « Classement par compte de crédit », selon le choix effectué) pour connaître les écritures d'une journée au compte de liaison 399.020 ou 021 + spécifications CIC/CEP ou CEP/CIC.

Écritures produites par l'application CEP dans la CGE de chaque trésorerie générale pour les flux financiers images chèques :

Les écritures CEP relatives aux opérations images chèques retour dépôts de fonds au Trésor (cf. paragraphe 5.2. ci-dessus relatif aux schémas comptables) sont éditées sur les documents comptables usuels, notamment : journal comptable donnant le détail des écritures CEP du jour (par code opération CEP), liste des écritures intégrées automatiquement dans la CGL.

4. SUIVI PAR CHAQUE TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU COMPTE CGE 399.02 « COMPTE DE LIAISON ENTRE APPLICATIONS INFORMATIQUES »

Dans le cadre de la surveillance des écritures traduisant les flux financiers images chèques retour dépôts de fonds au Trésor, il est indispensable que chaque trésorerie générale mette en place un suivi quotidien de l'apurement du compte technique 399.02 « compte de liaison entre applications informatique ».

Le service Épargne-Gestion doit à ce titre suivre les sous-comptes suivants (cf. les schémas comptables images-chèques retour en annexe) :

- + 399.020 « Opérations débitrices » / spécification 19 / 06
- + 399.020 « Opérations débitrices » / spécification 06 / 19
- + 399.021 « Opérations créditrices » / spécification 19 / 06
- + 399.021 « Opérations créditrices » / spécification 06 / 19.

Dans ce but, il pourra être fait emploi du logiciel micro-informatique CIP (suivi des comptes d'attente), ou d'un logiciel à fonctionnalités équivalentes.

La surveillance de ces comptes doit notamment permettre à la trésorerie générale de s'assurer qu'ils présentent bien un solde nul à la fin de chaque journée comptable.

En effet, si l'on prend l'exemple des images-chèques reçues quotidiennement de la Banque de France :

- + les écritures de transferts automatisés émanant de CIC (= « entrée » au compte 399.020/ spécif 19 / 06 de chaque TG) sont produites dans les traitements informatiques quotidiens réalisés le soir du jour - même où le fichier Banque de France est réceptionné par la paierie générale du Trésor (soit, J).

Elles sont donc datées de J, jour de réception du fichier images chèques et de son traitement dans l'application CIC.

- + les écritures générées par l'application CEP (= « sortie » au compte 399.020/ spécif 19 / 06 de chaque trésorerie générale) sont produites également avec cette même date.

En effet, les images-chèques informatiques contenues dans le fichier reçu de la Banque de France en J sont intégrées automatiquement dans l'application CEP pour débit des comptes des déposants lors des traitements CEP – soir de ce jour-là (soit CEP – soir de J, jour de réception du fichier images chèques).

Ainsi, l'application remettante (= CIC) et l'application destinataire (= CEP) intégreront les images-chèques et les comptabiliseront au cours de la même journée comptable (sauf en cas d'incident technique entraînant un décalage dans les traitements informatiques de l'une ou l'autre des 2 applications concernées).

IMPORTANT :

Le contrôle régulier de cette règle « compte CGE 399.02 « Liaisons entre applications informatiques » spécifications CIC / CEP ou CEP / CIC soldé » est fondamental pour la sécurité du dispositif images chèques retour dépôts de fonds au Trésor : il permet en effet de s'assurer que les montants traités et comptabilisés par les 2 applications informatiques sont en permanence identiques.

CHAPITRE 6 : QUESTIONS DIVERSES

1. CODIFICATION DES LIGNES D'ÉCRITURES MAGNÉTIQUES (LIGNE CMC7) DES CHÈQUES OU LETTRES-CHÈQUES EN EUROS DÉLIVRÉS AUX TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.

1.1. IMPORTANCE DE LA CODIFICATION DES INFORMATIONS FIGURANT DANS LA LIGNE D'ÉCRITURE MAGNÉTIQUE DES CHÈQUES EN EUROS.

Dans la procédure échanges images-chèques, le règlement financier entre banquiers remettants et tirés est réalisé par exploitation de fichiers informatiques représentatifs des caractéristiques des formules traitées.

En pratique, le banquier remettant en charge de la dématérialisation du chèque doit mentionner dans les zones prévues à cet effet de l'enregistrement image-chèque qu'il constitue les différentes informations chiffrées qui composent la ligne d'écritures magnétiques CMC7 de la formule à recouvrer auprès du banquier tiré (numéro du chèque, zone interbancaire de la ligne CMC7, zone interne de la ligne CMC7).

Pour le Trésor public en sa qualité d'établissement tiré des chèques émis par les déposants au Trésor, la validité de ces informations relatives à la ligne CMC7 des formules constitue un élément particulièrement important pour le fonctionnement correct du dispositif informatique interne de gestion des flux financiers images-chèques retour.

En effet, c'est à partir de tests effectués sur la valeur des informations contenues dans les zones « ligne magnétique CMC7 » des images-chèques informatiques Trésor public reçues que l'application CIC va notamment déterminer :

- la catégorie du chèque concerné par l'image chèque informatique reçue (2 catégories de valeurs sont possibles, chacune avec une codification spécifique de la zone interbancaire : chèques dépôts de fonds au Trésor d'une part, chèques Trésor d'autre part).

Cette information permet notamment à l'application CIC de déterminer le DIT destinataire des enregistrements informatiques images chèques (les différents DIT exploitant CEP pour les images chèques dépôts de fonds, le DIT de Rouen pour les images chèques relatives aux chèques Trésor).

En outre, cette information constitue également un des déterminants des schémas comptables produits par l'application CIC (en effet, les schémas comptables images-chèques dépôts de fonds au Trésor sont différents de ceux définis pour les chèques sur le Trésor).

- le comptable tiré du chèque relatif à l'image-chèque informatique reçue (déterminé à partir des 5 premiers caractères de gauche de la zone interbancaire = code localité de compensation, et d'informations complémentaires codifiées dans la zone interne pour les chèques délivrés par les comptables de Paris et de la petite couronne parisienne).

En conséquence, c'est le comptable tiré des chèques ainsi déterminé par l'application CIC en exploitant les informations ligne CMC7 des images-chèques reçues qui sera le comptable destinataire des transferts automatisés émis par cette application (cf. chapitre 5 ci-dessus relatif aux schémas comptables en représentation des flux financiers images-chèques).

1.2. CONTRÔLE PAR LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE LA VALIDITÉ DES LIGNES D'ÉCRITURE MAGNÉTIQUE DES CHÈQUES EN EUROS OU DES LETTRES-CHÈQUES EUROS DÉLIVRÉES AUX TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.

La Direction générale a communiqué à la société FCOCS les différentes codifications à mentionner dans la zone interbancaire et dans la zone interne composant la ligne d'écriture magnétique CMC7 des chèques ou lettres-chèques en euros de l'ensemble des comptables exerçant l'activité dépôts de fonds au Trésor.

Ces informations ont également été diffusées aux comptables, séparément de la présente instruction.

IMPORTANT :

La comptabilisation correcte par l'application CIC des images-chèques informatiques reçues de la Banque de France suppose que la codification de la ligne CMC7 des formules délivrées aux déposants soit rigoureusement conformes aux règles définies en ce domaine au niveau national.

Il appartient à chaque trésorerie générale de vérifier, avant la diffusion des chèquiers ou des lettres chèques aux titulaires de comptes, que les formules en cause comportent bien une ligne d'écriture magnétique correctement codifiée (zone interbancaire, zone interne).

En pratique, cette vérification sera effectuée :

- pour les chèquiers euros :

Les chèquiers commandés à la société FCOCS sont adressés à la trésorerie générale pour la totalité du département.

A réception des envois de FCOCS, la trésorerie générale contrôle la validité de la ligne magnétique de l'ensemble des chèquiers commandés, avant toute délivrance aux déposants (ou tout envoi aux recettes des finances du département).

Les chèquiers qui comporteraient une ligne magnétique invalide ne doivent en aucun être diffusés aux titulaires de comptes.

Dans ce cas, la trésorerie générale prend contact avec la société FCOCS pour correction de l'anomalie et confection d'un nouveau chèquier avec une ligne CMC7 conforme.

- pour les lettres-chèques en euros (ou les chèques en continu).

Ces formules sont adressées directement au déposant par la société FCOCS, après que celle-ci ait au préalable reçu le « bon à tirer » de la trésorerie générale sur la maquette confectionnée systématiquement pour toute commande de cette nature.

En conséquence, la trésorerie générale, avant de valider toute maquette de lettres chèques ou chèques en continu, devra impérativement s'assurer de la validité des informations ligne magnétique CMC7 qui doivent y être mentionnées.

Aucun « bon à tirer » ne devra être délivré à la société FCOCS si la maquette proposée est dépourvue de ligne magnétique CMC7 ou comporte une ligne CMC7 incomplète ou non valide.

2. CIRCULATION OBLIGATOIRE DES CHÈQUES NON BARRÉS OU DES CHÈQUES ENDOSSABLES

2.1. DISPOSITIONS INTERBANCAIRES.

Afin de satisfaire aux obligations légales en matière de vérification par le banquier tiré de la régularité de la suite des endossements, la réglementation image chèque prévoit que les *formules de chèques non barrés ou endossables* que les établissements bancaires peuvent délivrer à leurs clients *seront rendues systématiquement circulantes*.

A cet effet, le banquier tiré mentionnera lors de la confection de ces formules en 12^{ème} position à droite de la zone interbancaire une des valeurs rendant la formule obligatoirement circulante, quel que soit le montant qui sera émis (cf. chapitre 1, paragraphe 6.1. ci-dessus)

2.2. CONSÉQUENCES POUR LES CHÈQUES NON BARRÉS DÉLIVRÉS AUX TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.

Les titulaires de comptes de dépôts de fonds au Trésor peuvent solliciter du comptable teneur de compte la délivrance de chèques en euros non barrés.

Conformément aux dispositions interbancaires indiquées ci-dessus, ces formules seront lors de leur confection par la société FCOCS rendues obligatoirement circulantes par le marquage systématique en 12^{ème} position à droite de la zone interbancaire de la valeur « 3 ».

La présence de ce code (qui devra être vérifiée par la TG préalablement à la délivrance des formules aux déposants concernés) entraînera la circulation systématique des chèques non barrés jusqu'à la trésorerie générale, selon le circuit défini aux chapitres 2 et 3 de la présente instruction pour les circulants du Trésor public (échanges au CEPC à Paris, stockage provisoire des circulants par la paierie générale du Trésor, envoi par voie postale des circulants à chaque TG à l'issue d'un délai de 12 jours.)

A réception des chèques non barrés centralisés en provenance du banquier remettant, la trésorerie générale procède au contrôle de la régularité formelle de ces vignettes circulantes.

3. ASPECTS JURIDIQUES DE LA PROCÉDURE ÉCHANGES IMAGES-CHÈQUES

La procédure échanges images-chèques procède d'une décision interbancaire ayant pour objet de *modifier les mécanismes d'échanges et de règlements entre banques des chèques*.

La réforme est donc réalisée à législation du chèque constante, c'est-à-dire sans modification du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques et relatif aux cartes de paiement.

En conséquence, la mise en place de la procédure EIC ne modifie pas les obligations légales ou réglementaires des banques, qu'il s'agisse de la banque chargée de l'encaissement de la valeur ou de la banque tirée.

De même, demeurent inchangés les droits ou obligations du tireur du chèque ou de son bénéficiaire.

4. PÉRIODE TRANSITOIRE JUSQU'AU 30 JUIN 2002 : EXISTENCE DE DEUX CIRCUITS INTERBANCAIRES POUR LA CENTRALISATION RETOUR DES CHÈQUES EN EUROS À DÉBITER SUR LES COMPTES DES DÉPOSANTS.

Au cours du premier semestre 2002, il est indiqué que les Comptables sont susceptibles de centraliser les chèques en euros à débiter sur les comptes des déposants selon deux circuits bancaires différents :

- *circuit principal : la procédure échanges d'images-chèques informatiques par l'intermédiaire du SIT.*

Comme indiquée dans le préambule de la présente instruction, le Trésor public établissement tiré de chèques à l'obligation interbancaire à compter du lundi 14 janvier 2002 de payer les images chèques qui sont susceptibles de lui être présentées par les établissements remettants.

Ce circuit a bien sur vocation à traiter dès le 14 janvier 2002 l'essentiel des volumes échangés

Les procédures informatiques, bancaires ou comptables à mettre en œuvre sont décrites ci-dessus pour l'activité dépôts de fonds au Trésor.

- *circuit complémentaire opérationnel jusqu'au 30 juin 2002 : l'échange centralisé des chèques en euros auprès de la chambre de compensation des banquiers de Paris.*

En application des règles de place, les banquiers remettants conservent jusqu'au 30 juin 2002 au plus tard la possibilité d'encaisser des chèques en euros par présentation au banquier tiré en chambre de compensation des banquiers de Paris.

Eu égard au déploiement de la procédure EIC, les volumes de chèques euros traités selon le système traditionnel de la compensation devraient rester faibles, au regard du nombre total de chèques euros traités au niveau national.

Pour les comptables du Trésor, les dispositions applicables en ce domaine sont décrites dans les instructions N° 01-096-E-K1 du 29 octobre 2001 et 98-154-E-K1 du 18 décembre 1998.

IMPORTANT :

Jusqu'au 30 juin 2002, le choix du circuit utilisé pour procéder à l'encaissement interbancaire des chèques euros appartient au seul banquier remettant.

En conséquence, au cours de la période du 14 janvier 2002 au 30 juin 2002 inclus, les comptables devront veiller, notamment lorsqu'ils émettent des rejets, à traiter selon les procédures EIC (et les délais EIC) les chèques qui ont été centralisés par ce circuit, et symétriquement à traiter conformément aux procédures (et aux délais) chambre de compensation des banquiers de Paris les chèques encore centralisés par le circuit traditionnel du retour compensation.

Il importe donc d'éviter toute confusion de circuits lors de l'acheminement dans le réseau et du traitement des formules centralisées en phase retour.

Dans ce but, les comptables mettront en œuvre les mesures suivantes :

- *envoi des formules de la paierie générale du Trésor vers chaque trésorerie générale :*

La paierie générale du Trésor procédera à des envois par plis séparés selon qu'il s'agit de chèques circulants relevant de la procédure images-chèques, ou de chèques reçus en compensation retour centralisée à Paris. La mention du circuit utilisé sera précisée dans chaque pli.

- *restitution des formules consécutivement à des rejets demandés par les Comptables.*

En cas de rejets, les comptable devront veiller à indiquer sans ambiguïté à la paierie générale du Trésor si la restitution de la formule est à réaliser selon la procédure image-chèque (parce que le chèque a été centralisé selon ce circuit), ou selon la procédure chambre de compensation.

ANNEXE N° 1 : les motifs de rejet des images-chèques par le banquier tiré

Les motifs de rejet prévus par la réglementation interbancaire sont les suivants :

Motif générique « Provision insuffisante » :

Chèque impayé pour son montant total	60
Paieement partiel	61
Compte clôturé	62

Motif générique « Compte indisponible » :

Redressement ou liquidation judiciaire du tireur	40
Saisie attribution ou conservation	41
Avis à tiers détenteur	42
Décès du titulaire	43
Dénonciation de convention de compte collectif	44

Motif générique « opposition sur chèque » :

Perte	10
Vol	11
Utilisation frauduleuse	12
Redressement ou liquidation judiciaire du porteur	13

Motif générique « chèque prescrit » :

Chèque prescrit	20
-----------------------	----

Motif générique « chèque irrégulier » :

Absence d'une mention obligatoire	30
Signature non conforme	31
Insuffisance signature	32
Falsification surcharge	33
Faux chèque	34
Absence ou irrégularité de l'endos	35

Motif générique « présentation irrégulière » :

Ne concerne pas l'établissement	50
Circuit d'Echange incorrect	51
Banque hors échanges	52
Vignette ou télécopie non parvenue	53
Doublon présumé	54
IC inexploitable	55

ANNEXE N° 2 : Les délais de rejet des opérations images-chèques

1. Flux informatique : délais maximums applicables aux opérations de rejets d'images-chèques échangées sur le S.I.T.

Selon le motif de rejet :

	Motifs de rejet : 10, 11, 51, 52, 55, 60, 61, 62	Motifs de rejet : 12, 13, 40, 41, 42, 43, 44, 50	Motifs de rejet : 20, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 54
Indices de circulation : 0, 1, 2, 3	4 jours ouvrés	10 jours ouvrés	60 jours calendaires
Indices de circulation : 4, 5	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés	60 jours calendaires

Ainsi : le rejet d'image-chèque émis par le banquier tiré doit être échangé au S.I.T. *au plus tard le 4^{ème}/10^{ème} jour ouvré ou le 60^{ème} jour calendaire suivant l'échange S.I.T. de l'image-chèque initiale* (selon le motif du rejet / l'indice de circulation en cause).

2. Flux physique : délais de fourniture (par le banquier remettant) et délais de restitution (par le banquier tiré) des documents physiques.

- **Règle générale :** la fourniture ou la restitution d'un document physique doit être effectuée au plus tard le 4^{ème} jour ouvré suivant la date d'échange au S.I.T. de l'opération informatique qui en provoque l'obligation.

- **Délais applicables au banquier remettant :**

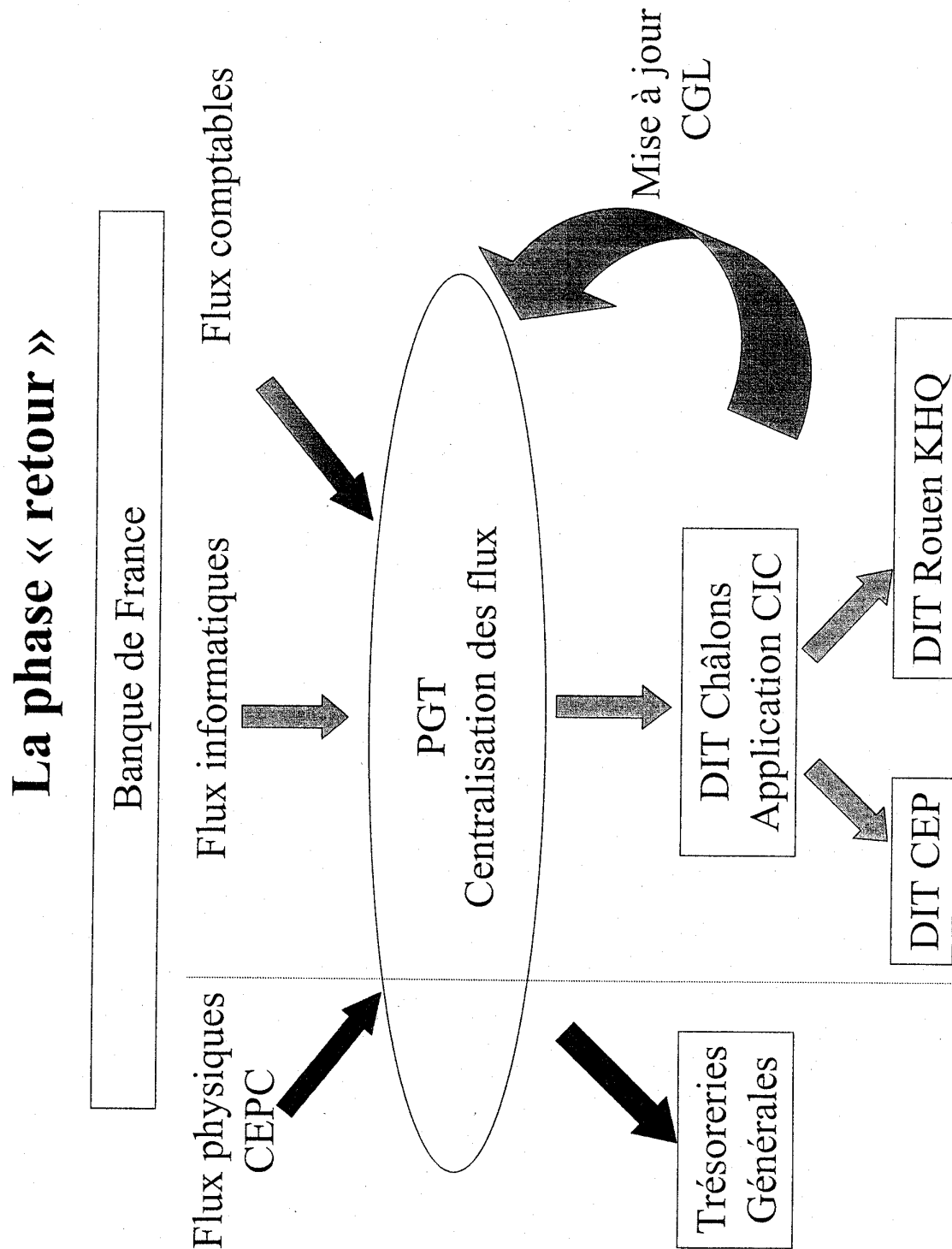
au plus tard :

- * Fourniture du circulant à l'échange au CEPC : 4^{ème} jour ouvré / échange S.I.T. de l'image-chèque
- * Fourniture télécopie chèque non circulant : 4^{ème} jour ouvré / échange S.I.T. de la demande de télécopie du banquier tiré

- **Délais applicables au banquier tiré :**

- * Restitution à l'échange au CEPC du chèque physique rejeté : 4^{ème} jour ouvré / échange S.I.T. du rejet d'image-chèque du banquier tiré

ANNEXE N° 3 : Images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor
Diaporama présentant l'organisation générale des échanges avec la Banque de France



ANNEXE N° 4 : Images-chèques retour dépôts de fonds au Trésor
Recensement des flux informatiques échangés

1^{ER} CAS : OPÉRATIONS REÇUES PAR LE TRÉSOR PUBLIC

BANQUES REMETTANTES	S.I.T. / BANQUE DE FRANCE	TRÉSOR PUBLIC (PGT / TG)
1	Image-chèque (I.C.)	→
2	Annulation image-chèque (A.O.C.T. d'I.C.)	→
3	Opération crédit redressement chèque (O.C.R.)	→
4	Opération débit redressement chèque (O.D.R.)	→

---Mouvement non financier		
5	Opération non comptable chèque (O.N.C.)	→

2^{ème} CAS : OPÉRATIONS ÉMISES PAR LE TRÉSOR PUBLIC

TRÉSOR PUBLIC (TG / PGT)	BANQUE DE FRANCE / S.I.T.	BANQUES REMETTANTES
1	Rejet d'image-chèque (R.I.C.)	→
2	Rejet d'annulation image-chèque (R.A.I.C.)	→
3	Opération crédit redressement chèque (O.C.R.) ¹	→
4	Opération débit redressement chèque (O.D.R.) ¹	→

---Mouvements non financiers		
5	Demande de télécopie chèque	→
6	Opération non comptable chèque (O.N.C.)	→

¹ Uniquement à compter de la mise en place de la fonctionnalité CEP émission d'O.C.R. ou O.D.R., postérieurement au 14 janvier 2002 (date communiquée ultérieurement).

**ANNEXE N° 5 : Codification des enregistrements informatiques images-chèques retour
dépôts de fonds au Trésor**

1^{ER} CAS : OPÉRATIONS REÇUES PAR LE TRÉSOR PUBLIC

NUMÉRO	ENREGISTREMENTS EIC RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR	CODE OPÉRATION S.I.T.	SENS DE L'OPÉRATION POUR LE TRÉSOR PUBLIC RÉCEPTEUR	
			DÉBIT	CRÉDIT
1	L'image-chèque	160	X	
2	L'annulation d'images-chèques	420		X
3	L'opération crédit redressement chèque	168		X
4	L'opération débit redressement chèque	167	X	
5	L'opération non comptable chèque	169		

2^{ème} CAS : OPÉRATIONS ÉMISES PAR LE TRÉSOR PUBLIC

NUMÉRO	ENREGISTREMENTS EIC RETOUR DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR	CODE OPÉRATION S.I.T.	SENS DE L'OPÉRATION POUR LE TRÉSOR PUBLIC ÉMETTEUR	
			DÉBIT	CRÉDIT
1	Le rejet d'image-chèque	560		X
2	Le rejet d'annulation d'image-chèque	820	X	
3	L'opération crédit redressement chèque	168	X	
4	L'opération débit redressement chèque	167		X
5	La demande de télécopie chèque	166		
6	L'opération non comptable chèque	169		

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

CODIFICATION DE L'INDICE DE CIRCULATION DU CHÈQUE

- **Principe** : cet indice qui est mentionné dans l'image-chèque informatique par le banquier remettant indique si la vignette est non circulante ou, si elle est circulante, pour quel motif elle l'est.

- **Valeur de l'indice de circulation** :

0	=	chèque non circulant
1	=	chèque qui n'est pas hors norme et qui a dans la position prévue à cet effet (12 ^{ème} position de la zone interbancaire) une valeur indiquant que le chèque doit circuler
2	=	chèque qui n'est pas hors norme, qui n'a pas dans la position prévue à cet effet une valeur indiquant que le chèque doit circuler, et qui est d'un montant supérieur ou égal à 5.000 euros
3	=	chèque qui n'est pas hors norme, qui n'a pas dans la position prévue à cet effet une valeur indiquant que le chèque doit circuler, qui est inférieur à 5.000 euros, et qui circule par décision du banquier remettant au titre de la circulation aléatoire
4	=	chèque hors norme
5	=	fiche de remplacement ou reproduction mécanographique

ANNEXE N° 6 : Modèle d'avis de rejet.

AVIS DE REJET

Le Trésor public (nom de la TG tirée) vous avise que le chèque n° (numéro de chèque) ci-joint d'un montant de (montant du chèque) est rejeté pour le motif (libellé du motif de rejet) (complément de motif de rejet) (code motif de rejet).

Le (date de création),
(nom de la trésorerie générale tirée signataire)

LISTE DES MOTIFS FAISANT L'OBJET D'UN AVIS DE REJET DE CHÈQUE

Motif	Complément de motif	Code
Opposition sur chèque	Perte	10
	Vol	11
	Utilisation frauduleuse	12
	Redressement ou liquidation judiciaire du porteur	13
Chèque prescrit		20
Chèque irrégulier	Absence d'une mention obligatoire	30
	Signature non conforme	31
	Insuffisance signature	32
	Falsification / surcharge	33
	Faux chèque	34
	Absence ou irrégularité de l'endos	35
Compte indisponible	Redressement ou liquidation judiciaire du tireur	40
	Saisie attribution ou conservatoire	41
	Avis à tiers détenteur	42
	Décès du titulaire	43
	Dénonciation convention de compte collectif	44
Présentation irrégulière	Banque hors échange	52

ANNEXE N° 7 : Exemple de régularisation d'une erreur de montant sur image chèque :

- montant de la formule de chèque : 1.500,00 Euros
- montant de l'image chèque informatique : 1.300,00 Euros.

BANQUIER REMETTANT	BANQUIER TIRÉ (= le Trésor public / chèques DFT)
❶ + reçoit le chèque à encaisser, + présente l'image chèque au SIT pour acheminement vers le banquier tiré ▪ Montant : 1.300,00 Euros. + conserve le chèque non circulant.	❷ + exploite les images-chèques informatiques reçues du SIT pour débiter les comptes des émetteurs des chèques + Montant débité compte DFT : 1.300,00 Euros
	❸ réclamation du titulaire du compte auprès de la TG à réception du relevé de compte DFT sur le montant débité pour le chèque en cause (réclamation à formuler par écrit)
	❹ TG instruit réclamation du déposant : + chèque non circulant : adresser une demande de télécopie sur chèque au banquier remettant / fourniture copie recto du chèque. + chèque circulant : si le circulant est encore en possession de la PGT, la TG émet une demande de télécopie interne (envoi par la PGT à la TG d'une télécopie du recto du chèque)
❺ + Envoi une télécopie du recto du chèque non circulant à la TG.	❻ Après vérification télécopie du chèque qui établit bien-fondé de la réclamation du déposant, TG provoque régularisation financière avec le banquier remettant (sauf si celui-ci a pris l'initiative de cette régularisation, notamment suite à une contestation de son client bénéficiaire sur la somme créditée). Deux modalités possibles : ▪ la TG émet dans CEP une OCR sur chèque de 200 Euros (procédure à privilégier pour les erreurs décelées à l'initiative déposants Trésor public), + débit Trésor Public : 200,00 Euros. + TG procède à débit complémentaire de 200 Euros sur compte DFT du déposant ; procédure utilisable à compter de la mise en place dans l'application CEP de la fonctionnalité émission d'O.C.R./O.D.R. (la date sera communiquée ultérieurement). ou bien : ▪ la TG sollicite du banquier remettant l'émission par ses soins d'une O.D.R. sur chèque de 200,00 Euros ; à cet effet la TG émet une O.N.C. vers le banquier remettant pour solliciter un échange téléphonique direct sur l'image-chèque de montant erroné.
❼ + émission d'une O.D.R. sur chèque de 200,00 Euros (suite à contact téléphonique préalable avec la TG, consécutif à l'O.N.C. émise par le Trésor Public) : + Crédit banquier remettant : 200,00 Euros	❽ + Réception de l'O.D.R. chèque émise par le banquier remettant pour 200,00 Euros + Comptabilisation par CEP de l'O.D.R. chèque reçue au débit compte C.G.E. 471.86 (cf. chapitre 5 « les schémas comptables EIC ») + Après vérification par TG des échanges intervenus avec le banquier remettant, le compte DFT du déposant est débité de la régularisation de 200,00 Euros.

ANNEXE N° 8 : Schémas comptables

<p align="center">IMAGES CHÈQUES REÇUES SUR COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR (CODE SIT = 160)</p>

<i>Écritures à la PGT</i>	
IC / DFT à débiter sur comptes DFT tenus par la PGT	<p>Ecriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 399.020 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 475.912</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 369.12, ..., 43..., 44...¹</p> <p>Crédit 399.020 spéc 19 / 06</p> <p>(code opération CEP : 528)</p>
IC à débiter sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	<p>Ecriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 392.30 + spéc de la TG destinataire</p> <p>Crédit 475.912</p>
IC à débiter sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	<p>Ecriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 392.40 spéc de la TG destinataire, + 3^{ième} compte 399.020 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 475.912</p>
A réception du relevé BdF	<p>Ecriture manuelle PGT :</p> <p>Débit 475.912</p> <p>Crédit 512.11</p>

¹ ou débit 471.86, si l'image-chèque ne peut être imputée sur le compte du déposant (opposition Perte/Vol, ...).

ANNEXE N° 8 (suite)

<i>Écritures dans les autres TG</i>	
IC à débiter sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 392.30
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 369.12, ..., 43..., 44... ¹ Crédit 399.020 spec 19 / 06 (code opération CEP : 528)
IC à débiter sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CGL (CIC) Débit 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 392.40
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 369.12, ..., 43..., 44... ¹ Crédit 399.020 spec 19 / 06 (code opération CEP : 528)

¹ ou débit 471.86, si l'image-chèque ne peut être imputée sur le compte du déposant (opposition Perte/Vol, ...).

ANNEXE N° 8 (suite)

REJET D'IMAGE-CHÈQUE ÉMIS SUR COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR
--

(CODE SIT = 560)

<i>Écritures de la PGT</i>	
Rejet d'IC / DFT émis au titre des comptes DFT tenus par la PGT	Écriture automatisée générée par CEP Débit 399.020 spéc 06 / 19 Crédit 43, 44, 369.12 ...(ou Crédit 471.86) (codes opérations CEP : 720/519/517)
	Écriture automatisée générée par CIC Débit 471.914 Crédit 399.020 spéc 06 / 19
Rejet d'IC / DFT émis par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 471.914 Crédit 392.31 spéc de la TG destinataire
Rejet d'IC / DFT émis par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 471.914 Crédit 392.41 spéc de la TG destinataire, 3 ^{ième} compte 399.020 spéc 06 / 19
A réception du relevé BdF	Écriture manuelle : Débit 512.11 Crédit 471.914

ANNEXE N° 8 (suite)

<i>Ecritures dans les autres TG</i>	
Rejet d'IC / DFT émis par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.020 spéc 06 / 19</p> <p>Crédit 369.12, 43..., 44... (ou Crédit 471.86)</p> <p>(codes opérations CEP : 720/519/517)</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 392.31</p> <p>Crédit 399.020 spéc 06 / 19</p>
Rejet d'IC / DFT émis par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.020 spéc 06 / 19</p> <p>Crédit 369.12, 43..., 44...(ou Crédit 471.86)</p> <p>(codes opérations CEP : 720/519/517)</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CGL/CIC</p> <p>Débit 392.41</p> <p>Crédit 399.020 spéc 06 / 19</p>

ANNEXE N° 8 (suite)

**ANNULATION D'IMAGE-CHEQUE REÇUE (AOCT D'IC)
SUR COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR
(CODE SIT = 420)**

<i>Écritures de la PGT</i>	
AOCT d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 399.021 spéc 19 / 06
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 399.021 spéc 19 / 06 Crédit 369.12 ..., 43..., 44..., ¹ (code opération CEP : 717)
AOCT d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 392.31 spéc de la TG destinataire
AOCT d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 392.41 spéc de la TG destinataire, 3 ^{ième} compte 399.021 spéc 19 / 06
A réception du relevé BdF	Ecriture manuelle : Débit 512.11 Crédit 471.913

¹ ou crédit 475.86, si l'AOCT d'I.C. ne peut être imputée sur le compte du déposant.

ANNEXE N° 8 (suite)

<i>Ecritures dans les autres TG</i>	
AOCT d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Ecriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 392.31</p> <p>Crédit 399.021 spéc 19 / 06</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.021 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 369.12 , 43.., 44.. ¹</p> <p>(code opération CEP : 717)</p>
AOCT d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Ecriture automatisée générée par CGL/CIC</p> <p>Débit 392.41</p> <p>Crédit 399.021 spéc 19 / 06</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.021 spéc CIC/CEP</p> <p>Crédit 369.12, 43.., 44 ¹</p> <p>(code opération CEP : 717)</p>

¹ ou crédit 475.86, si l'AOCT d'I.C. ne peut être imputée sur le compte du déposant.

ANNEXE N° 8 (suite)

**OPÉRATIONS CRÉDIT REDRESSEMENT (OCR) REÇUES SUR
COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR
(CODE SIT = 168)**

<i>Ecritures de la PGT</i>	
OCR d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 399.021 spéc 19 / 06
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 399.021 spéc 19 / 06 Crédit 475.86 (code opération CEP : 718)
OCR d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 392.31 spéc de la TG destinataire
OCR d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Ecriture automatisée générée par CIC Débit 471.913 Crédit 392.41 spéc de la TG destinataire, 3 ^{ième} compte 399.021 spéc 19 / 06
A réception du relevé BdF	Ecriture manuelle : Débit 512.11 Crédit 471.913

ANNEXE N° 8 (suite)

<i>Ecritures dans les autres TG</i>	
OCR d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Ecriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 392.31</p> <p>Crédit 399.021 spéc 19 / 06</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.021 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 475.86</p> <p>(code opération CEP : 718)</p>
OCR d'IC reçues à créditer sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Ecriture automatisée générée par CGL/CIC</p> <p>Débit 392.41</p> <p>Crédit 399.021 spéc 19 / 06</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 399.021 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 475.86</p> <p>(code opération CEP : 718)</p>

ANNEXE N° 8 (suite)

**OPÉRATIONS DÉBIT REDRESSEMENT (ODR) REÇUES SUR
COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR
(CODE SIT = 167)**

<i>Écritures de la PGT</i>	
ODR d'IC reçues à débiter sur comptes DFT tenus par la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 475.913
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 471.86 Crédit 399.020 spéc 19 / 06 (code opération CEP : 529)
ODR d'IC reçues à débiter sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 392.30 spéc de la TG destinataire Crédit 475.913
ODR d'IC reçues à débiter sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 392.40 spéc de la TG destinataire, 3 ^{ième} compte 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 475.913
A réception du relevé BdF	Ecriture manuelle : Débit 475.913 Crédit 512.11

ANNEXE N° 8 (suite)

<i>Ecritures dans les autres TG</i>	
ODR d'IC reçues à débiter sur comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	Écriture automatisée générée par CIC Débit 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 392.30
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 471.86 Crédit 399.020 spéc 19 / 06 (code opération CEP : 529)
ODR d'IC reçues à débiter sur comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	Écriture automatisée générée par CGL/CIC Débit 399.020 spéc 19 / 06 Crédit 392.40
	Écriture automatisée générée par CEP Débit 471.86 Crédit 399.020 spéc 19 / 06

ANNEXE N° 8 (suite)

**EMISSION DE REJET D'ANNULATION D'IMAGE CHÈQUE REÇUE
SUR COMPTES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR
(CODE SIT = 820)**

<i>Ecritures de la PGT</i>	
Rejets d'AOCT d'IC émis au titre de comptes DFT tenus par la PGT	Écriture automatisée générée par CEP Débit 475.86 Crédit 399.021 spéc 06 / 19 (code opération CEP : 518)C
	Écriture automatisée générée par CIC Débit 399.021 spéc 06 / 19 Crédit 475.914
Rejets d'AOCT d'IC émis au titre de comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 392.30 spéc de la TG destinataire Crédit 475.914
Rejets d'AOCT d'IC émis au titre de comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT	Écriture automatisée générée par CIC Débit 392.40 spéc de la TG destinataire, 3 ^{ième} compte 399.021 spéc 19 / 06 Crédit 475.914
A réception du relevé BdF	Écriture manuelle : Débit 475.914 Crédit 512.11

ANNEXE N° 8 (suite et fin)

<i>Ecritures dans les autres TG</i>	
Rejet d'AOCT d'IC émis au titre de comptes DFT tenus par une TG appartenant à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 475.86</p> <p>Crédit 399.021 spéc 06 / 19</p> <p>(code opération CEP : 518)</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CIC</p> <p>Débit 399.021 spéc 06 / 19</p> <p>Crédit 392.30</p>
Rejet d'AOCT d'IC émis au titre de comptes DFT tenus par une TG n'appartenant pas à la même circonscription informatique CGL que la PGT.	<p>Écriture automatisée générée par CEP</p> <p>Débit 475.86</p> <p>Crédit 399.021 spéc 06 / 19</p> <p>(code opération CEP : 518)</p>
	<p>Écriture automatisée générée par CGL/CIC</p> <p>Débit 399.021 spéc 19 / 06</p> <p>Crédit 392.40</p>